

# Société du Plan Nord

Demande de renseignements généraux de l'opposition adressée à tous les ministères et organismes gouvernementaux

ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025

# SOCIÉTÉ DU PLAN NORD

## ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025

### DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX

Numéro	TABLE DES MATIÈRES	Page
1	Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2023-2024 : a) les endroits et dates de départ et de retour; b) la copie des programmes et rapports de mission; c) les personnes rencontrées; d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.); e) les noms des ministres, députés, des membres du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission;	19
2	Pour chacun des voyages faits en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels au Québec et des dirigeants d'organismes pour 2023-2024 : a) les raisons du déplacement; b) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour; c) les coûts ventilés.	22
3	Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur les réseaux sociaux et sur les sites Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme. Fournir la liste détaillée de ces dépenses en indiquant : a) la ventilation des sommes dépensées pour 2023-2024 , et les prévisions pour 2024-2025; b) les noms des firmes de publicité retenues; c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); d) le but visé par chaque dépense; e) dans le cas d'une commandite, la raison et le nom de l'organisme bénéficiaire; f) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographie g) la répartition du placement média en indiquant le coût par média ainsi que les dates de diffusion; h) le rapport de statistiques sur la portée et la clientèle visée et l'atteinte des objectifs ou toute évaluation réalisée de l'impact de la campagne.	23
4	Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.), séparément : Par le cabinet ministériel : a) les sommes dépensées en 2023-2024 et les prévisions pour 2024-2025, ventilées par type d'événement; b) le but visé par chaque dépense; c) le nombre total et liste d'événements, ventilés par type d'événement. d) si l'événement s'est tenu virtuellement; Par le ministère ou l'organisme : e) les sommes dépensées en 2023-2024 et les prévisions pour 2024-2025, ventilées par type d'événement; f) le but visé par chaque dépense; g) le nombre total et liste d'événements, ventilés par type d'événement. h) si l'événement s'est tenu virtuellement; Par un professionnel ou par une firme externe : i) les sommes dépensées en 2023-2024 et les prévisions pour 2024-2025, ventilées par type d'événement; j) le nom du professionnel ou de la firme de publicité; k) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); l) la liste et les noms des fournisseurs et consultants, s'il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc.; m) le but visé par chaque dépense; n) le nombre total et liste d'événements, ventilés par type d'événement; o) si l'événement s'est tenu virtuellement.	24
5	La liste des dépenses en formation de communication, en incluant celles du cabinet ministériel : Organisée par le ministère ou l'organisme : a) les sommes dépensées en 2023-2024 et les prévisions pour 2024-2025, ventilées par type d'événement; b) le but recherché par chaque dépense; c) nombre total et liste des formations ventilés par catégorie. Données par un professionnel ou une firme externe : d) les sommes dépensées en 2023-2024 et les prévisions pour 2024-2025; e) le nom de la ou des firmes de publicité ou de communications; f) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); g) la liste et les noms des fournisseurs et/ou des consultants, s'il y a lieu; h) le but visé par chaque dépense; i) nombre total et liste des formations ventilés par catégorie.	25

**Numéro****TABLE DES MATIÈRES****Page**

6	Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, y compris le cabinet ministériel en 2023-2024, en indiquant : a) les noms du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); c) le détail des travaux ou services effectués (but visé); d) la date d'octroi du contrat; e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments; f) l'échéancier; g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions. Lorsque le contrat est octroyé par le cabinet ministériel, l'indiquer.	27
7	Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme, en indiquant : a) la liste des soumissions et le montant de chacune; b) la grille d'évaluation des soumissions; c) le soumissionnaire retenu et la justification de ce choix; d) le délai entre la publication de l'appel d'offres et l'octroi du contrat; e) le cas échéant, les appels d'offres annulés en cours de route et la raison de l'annulation.	32
8	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2023-2024 : a) la liste de toutes les ressources œuvrant au sein d'un ministère ou d'un organisme et qui ne sont pas des employés du gouvernement; b) le total des coûts reliés à ces consultants, ventilé par catégorie (incluant la masse salariale); c) le sommaire de tout contrat octroyé pour l'embauche de ces consultants; d) le nom de chaque consultant et la firme par laquelle il est employé; e) une description de son mandat; f) la date de début de son contrat; g) la date prévue de fin de son contrat; h) sa rémunération annuelle.	33
9	Pour chaque projet de développement informatique, infonuagique ou de modernisation des systèmes informatiques au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer : a) le nom du projet; b) la nature du projet; c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu); d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet; e) les plus récentes évaluations du coût du projet; f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière; g) l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet; h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates; i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour; j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet; k) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère : - la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants. l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique-cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics. m) le nombre et la liste des pénalités appliquées à des sous-traitants dans le domaine des TI en 2023-2024.	34
10	Concernant l'hébergement de données en infonuagique, fournir : a) les coûts estimés par année : b) les coûts totaux réels pour l'hébergement de données; c) les coûts pour pénalités pour dépassement de capacité; d) la liste des fournisseurs; e) une copie du plan de déploiement.	35
11	De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant pour 2023-2024, ventilé par mois, de chacune des dépenses suivantes : a) la photocopie; b) le mobilier de bureau; c) l'ameublement; d) la décoration et l'embellissement, incluant les œuvres d'art et les frais pour l'entretien des plantes; e) le distributeur d'eau de source; f) le remboursement des frais de transport; g) le remboursement des frais d'hébergement; h) le remboursement des frais de repas; i) le remboursement des frais d'alcool et de fêtes; j) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement : I. a) au Québec; II. b) à l'extérieur du Québec.	36

12	De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant pour 2023-2024, ventilé par mois, de chaque dépense reliée à la téléphonie : a) le coût des contrats téléphoniques; b) le coût des frais d'itinérance et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme; c) le coût lié aux dépassements des forfaits de données et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme; d) les coûts de résiliation, s'il y a lieu; e) le nombre de téléphones cellulaires et de téléphones intelligents; f) le coût d'acquisition des appareils; g) le coût d'utilisation des appareils; h) les noms des fournisseurs; i) les ordinateurs portables; j) les iPad ou autre type de tablette électronique.	37
13	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2023-2024 ainsi que les prévisions pour 2024-2025 : a) le nombre et la répartition, par tranche d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) de 35 ans et plus; b) le nombre et la répartition, par tranche d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) de 35 ans et moins; c) le nombre total de jours de maladie pris par le personnel; d) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi; e) le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.) : - le coût moyen par employé, selon la classe de travail; f) le nombre total de jours de vacances pris par le personnel; g) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi; h) le nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers; i) l'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions); j) l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir; k) le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie; l) le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires; m) le nombre d'employés permanents et temporaires; n) le nombre de départs volontaires, ventilé par raison du départ; o) le nombre de postes abolis ventilé par corps d'emploi; p) l'effectif autorisé par le SCT en vertu de la loi 15 sur le contrôle des effectifs; q) le nombre de postes vacants et le nombre d'ETC non comblés, ventilé par région.	38
14	Pour chaque ministère et organisme, par direction, pour l'année 2023-2024 et les prévisions pour l'année 2024-2025 : a) le nombre de départs à la retraite, incluant le total et la ventilation des indemnités versées ou estimées; b) le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines; c) le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.	40
15	Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2023-2024 en indiquant pour chacun d'eux : a) l'emplacement de la location; b) la superficie totale pour chaque local loué; c) le coût total de ladite location; d) les coûts d'aménagement, de rénovations réalisées depuis le 1er avril 2018, la nature des travaux et le ou les bureaux visés; e) la durée du bail; f) propriétaire de l'espace loué; g) en cas de résiliation de bail en cours d'année, les coûts de résiliation. h) la superficie totale réellement occupée; i) la superficie inoccupée; j) le coût de location au mètre carré; k) les noms des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.	41

**Numéro****TABLE DES MATIÈRES****Page**

16	Concernant les actifs immobiliers excédentaires du ministères ou de l'organisme en 2023-2024, fournir : a) la liste des actifs excédentaires inoccupés; b) la valeur estimée de ceux-ci; c) les coûts d'entretien annuel; d) le nombre de pieds carrés de ceux-ci.	42
17	Pour la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2023-2024, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés, incluant : a) les dates des travaux; b) les coûts; c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.	43
18	Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2023-2024, en indiquant pour chaque individu : a) la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant; b) le titre de la fonction; c) l'adresse du port d'attache; d) la masse salariale totale par cabinet; e) le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés; f) la prime de départ versée, le cas échéant; g) la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève; h) la description de tâches; i) le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour 2023-2024; j) le nombre total d'employés au cabinet; k) le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la fonction occupée; l) si l'employé a ou non signé les directives du premier ministre intitulées Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre et Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État.	44
19	Liste des sommes d'argent versées en 2023-2024, par mois, à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme, en indiquant : a) le nom de l'organisme concerné ou de la personne; b) la circonscription électorale; c) le montant attribué; d) le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministère ou l'organisme.	45
20	Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère : a) le nom de la personne; b) le poste occupé; c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant; d) l'assignation initiale et l'assignation actuelle; e) la date de l'assignation hors structure; f) la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu; g) les prévisions pour 2024-2025.	46
21	Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), en indiquant : a) le poste initial; b) le salaire; c) le poste actuel, s'il y a lieu; d) la date de la mise en disponibilité; e) les prévisions pour 2024-2025.	47
22	Pour chaque ministère et organisme public (y compris les agences, sociétés, établissements, institutions, etc.), fournir pour 2023-2024, le nombre d'occasionnels mis à pied dont le ministère ou l'organisme a mis fin à l'emploi ou dont le contrat n'a pas été renouvelé, en précisant la ou les raisons et en ventilant : a) par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, personnel de soutien, fonctionnaires, etc.); b) par catégorie d'âge; c) prévisions pour 2024-2025.	48
23	Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres, en indiquant : a) le nom de la personne; b) le poste occupé et le nom de l'organisme; c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant; d) l'assignation initiale; e) l'assignation actuelle; f) la date de l'assignation hors structure; g) la date de la fin de l'assignation (s'il y a lieu).	49
24	Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2023-2024, en précisant pour chaque abonnement : a) le coût de chacun; b) le fournisseur; c) la nature du service; d) s'il a été réalisé par le cabinet ministériel ou à sa demande. Ventiler le montant total par catégorie.	50
25	Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, de billets de spectacles ou d'événements sportifs et culturels, les billets d'événements et de conférences organisées par les chambres de commerce, pour la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre.	51

## Numéro

## TABLE DES MATIÈRES

## Page

26	Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site : a) le nom du site Web; b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site; c) les coûts de construction du site; d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour; e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement); f) le nombre de (« hits ») par mois; g) nombre de visiteurs uniques mensuellement; h) les coûts liés à la réservation de noms de domaines; i) la fréquence moyenne de mise à jour; j) le responsable du contenu sur le site.	52
27	Pour 2023-2024, les dépenses effectuées par ministère pour les tournées, les visites ou rencontres ministérielles et sous ministérielles dans les régions du Québec, en précisant : a) les régions et les villes visitées; b) les personnes et organismes rencontrés; c) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants; d) les raisons du déplacement; e) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour; f) les coûts ventilés; g) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.	53
28	La liste exhaustive de tous les mandats et dossiers et de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres pour 2023-2024 : a) le détail des mandats; a) le coût (déplacements, etc.); c) le nombre de ressources affectées; d) le nombre de rencontres; e) le nombre d'ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre; f) l'objet; g) les dates.	54
29	Liste des entités administratives créées, fusionnées, scindées ou abolies sous la responsabilité du ministère en précisant les coûts de transition et les coûts de formation.	55
30	Le détail des crédits périmés et reportés pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l'année financière 2023-2024 et les prévisions pour 2024-2025.	56
31	L'inventaire complet des services tarifés que le ministère et les organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2024-2025.	57
32	Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement demandé par le Secrétariat du Conseil du trésor pour 2023-2024 et prévisions pour 2024-2025.	58
33	Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2023-2024, ainsi que les prévisions pour 2024-2025 et 2025-2026, en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chaque programme, entente ou autre, les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.	59
34	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2023-2024, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), le montant total des primes au rendement et des bonis.	60
35	Pour chaque cabinet ministériel, fournir pour l'année financière 2023-2024 le montant total des primes au rendement et des bonis versés au personnel de cabinet.	61
36	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2023-2024, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour bris de contrat.	62

37	Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année financière 2023-2024 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire.	63
38	La liste exhaustive des programmes ministériels existants à la fin de l'année financière 2023-2024 et qui n'ont pas été reconduits intégralement en 2024-2025. Pour chacun de ces programmes existants en 2023-2024, donner le coût de reconduction intégral et la dépense prévue aux crédits 2024-2025, en incluant les programmes qui ont été abolis et pour lesquels la dépense sera nulle.	64
39	Indiquer les nouvelles initiatives ou toute majoration apportée à un programme existant, les montants en cause ainsi que les mesures prises pour dégager les sommes nécessaires à leur financement.	65
40	Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres) : a) la dépense totale (opération et capital); b) les grands dossiers en cours; c) le nombre d'employés attitrés aux dossiers informatiques; d) préciser le nombre en équivalent ETC et comparaison entre le nombre de ressources internes et externes dans le domaine des TI; e) le nombre de consultants externes attitrés aux dossiers informatiques.	66
41	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2023-2024 le taux d'absentéisme en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).	67
42	Pour chaque ministère et organisme public incluant les cabinets ministériels et membres du conseil des ministres, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle en vertu de la Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations, ventilé par association, ordre ou corporation professionnelle en indiquant : a) la dépense totale relative au paiement des cotisations; b) la liste des associations, ordres ou corporations professionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour cotisation; c) le nombre d'employés ayant bénéficié du paiement des cotisations.	68
43	Pour tout sondage ou enquête d'opinion réalisés par le ministère ou l'organisme, indiquer : a) la date; b) la nature; c) les questions posées; d) les réponses; e) la firme retenue; f) les coûts.	69
44	Tout montant dépensé par le ministère ou l'organisme en 2023-2024 visant à compenser les émissions de gaz à effet de serre produites dans le cadre des activités du ministère ou de l'organisme.	70
45	Au sujet du transfert d'emplois gouvernementaux en région : a) fournir tout scénario et étude réalisée par le ministère ou l'organisme ainsi que toute action réalisée en 2023-2024; b) nombre d'emplois gouvernementaux au sein du ministère ou de l'organisme qui ont été transféré en région en 2023-2024 en précisant la région d'origine et la région de destination; c) nombre d'emplois transférés en région depuis le 1er octobre 2018.	71
46	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : g) Plan d'action à l'égard des personnes handicapées 2021-2024.	72
47	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : m) Plan d'action de développement durable 2023-2028.	73

## Numéro

## TABLE DES MATIÈRES

## Page

48	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : a) Rapport de la Commission spéciale sur les droits des enfants et de la protection de la jeunesse.	74
49	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : III) tout autre plan d'action ministériel ou interministériel pour lequel le ministère ou l'organisme est impliqué.	75
50	Au sujet des mesures de télétravail ou de travail à distance, en 2023-2024, au sein du ministère ou de l'organisme : a) nombre total d'employés au sein du ministère ou de l'organisme; b) nombre d'employés au total en ayant bénéficié; c) nombre d'employés en bénéficiant toujours au 31 mars 2024; d) la proportion de l'effectif total du ministère ou de l'organisme en ayant bénéficié; e) nombre d'employés en bénéficiant : 1 jour par semaine; 2 jours par semaine; 3 jours par semaine; 4 jours par semaine; 5 jours par semaine.	76
51	Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2023-2024 en matière de remboursement aux employés pour l'achat de matériel requis pour le télétravail.	77
52	Concernant toute mesure de soutien aux employés en matière de santé mentale, au sein du ministère ou de l'organisme en 2023-2024 : a) les sommes dépensées; b) les sommes dépensées spécifiquement en ressources externes en la matière.	78
53	Pour tout contrat accordé par le ministère ou l'organisme en 2023-2024 ou ayant cours en 2023-2024 auprès d'une firme de consultation : a) la firme retenue b) la copie du contrat; c) la date de fin prévue du contrat; d) valeur prévue du contrat; e) sommes dépensées à ce jour.	79
54	Liste des CT réunions en indiquant qui a fait la dmene (cabinet, sous-ministre, ministère), la liste des personnes présentes, les coûts et le nom des fournisseurs.	80
55	Liste de toutes les formations (incluant les formations continues et celles menant à l'obtention d'une certification ou d'un diplôme), conférences, ateliers, journées d'activités, activités de développement, sommets, congrès ou autres activités auxquelles ont participé les employés du ministère ou des organismes qui en relèvent au cours de l'année 2023-2024. Indiquer : a) le lieu; b) le coût; c) la ou les dates de participation; d) le nombre de participants; e) le nom de la personne ou de l'organisme ayant offert l'activité; f) le nom de la formation ou de l'activité.	81
56	Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2023-2024 : a) la liste de tous les concours et tirages réalisés; b) les prix remis aux gagnants des concours et des tirages, ainsi que la valeur de ces prix; c) l'objectif visé par la tenue de chacun des concours; d) la liste des concours qui ont pris fin.	82
57	Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2023-2024 : a) le nombre d'employés et le nom des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques; b) le montant dépensé par la direction, département ou division des communications et/ ou affaires publiques; c) le nombre et le détail des rencontres des employés affectés aux communications et/ ou affaires publiques avec d'autres instances ou organismes publics, ventilés par instance ou organisme; d) le montant total des sommes investies en veille médiatique en 2023-2024 au sein de la direction des communications. Fournir le nom du ou des fournisseurs de services et le détail des factures payées.	83
58	Pour le ministère et chacun de ses organismes, agences ou autres relevant du ministère, veuillez nous indiquer : a) le nombre d'incidents de sécurité de l'information; b) le type d'incidents; c) les sommes dépensées en gestion des incidents.	84
59	Veuillez indiquer les montants qui ont été alloués à la rémunération des stages. a) nombre de stagiaires reçus; b) heures de stages effectuées; c) rémunération totale déboursée.	85



## Numéro

## TABLE DES MATIÈRES

## Page

60	Fournir les dépenses allouées à la consultation avec des Autochtones : a) fournir la liste des projets du ministère ayant inclus une consultation des représentants autochtones.	86
61	Proportion du nombre et de la valeur des contrats conclus de gré à gré, depuis 5 ans.	87
62	Indiquer le nombre et la valeur monétaire des contrats octroyés à des firmes-conseils; fournir lesdits contrats le cas échéant.	88
63	Indiquer le montant des dépenses supplémentaires entraînées par la pandémie de Covid-19.	89
64	Indiquer les dépenses encourues en vue de l'implantation du nouveau régime de dotation découlant de l'adoption du projet de loi 60 de la 42e législature.	90
65	Indiquer le montant des amendes perçues en vertu de l'application des lois dont votre ministère est responsable de l'application. Ventiler par loi et articles, depuis 5 ans.	91
66	Indiquer la valeur des contrats totaux en sous-traitance ainsi que la proportion du travail effectué par des sous-traitants.	92
67	Indiquer la valeur totale des services tarifés, et ventiler par catégorie.	93
68	Indiquer la valeur des actifs possédés; meubles et immeubles.	94
69	Indiquer les coûts de système estimés depuis 5 ans.	95
70	Total des sommes versées à titre de dommages exemplaires ou punitifs pour l'ensemble des jugements rendus.	96
71	Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2023-2024 et qui ont fait l'objet d'une autorisation du sous-ministre, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics, en indiquant : a) le nombre d'autorisations; b) le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi; c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi; d) le montant accordé; e) les motifs de la demande.	97
72	Nombre de demandes d'accès à l'information par ministère et organisme en 2023-2024 : a) le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information; b) le nombre de refus (avec mention de la raison ou de l'article); c) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours; d) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours.	98
73	Pour 2023-2024, le nombre de cadres et de dirigeants de la fonction publique, incluant les sous-ministres, à qui les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche ne leur soit assignée. Pour chaque personne : a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions; b) fournir la liste des salaires versés.	99
74	La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires versés à ces personnes.	100
NR32	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par : d) le Fonds du Plan Nord	114
NR41	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : i) Plan d'action en occupation et en vitalité des territoires 2020-2022 (prolongé jusqu'en 2024)	115
NR72	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : oo) Plan québécois pour la valorisation des minéraux critiques et stratégiques 2020-2025;	116

**Numéro**

**TABLE DES MATIÈRES**

**Page**

NR81

Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : yy) Stratégie de transformation numérique gouvernementale 2019-2023

117

# demande 2024-2025	# demande 2024-2025 Opp. off. (PLQ)	# demande 2024-2025 2e opp. (QS)	# demande 2024-2025 3e opp. (PQ)	Sujet de la demande	Questions 2024-2025 non répondues	Motif
NR1	N/A	N/A	G06	Formation en communication Personnel politique	La liste des dépenses en formation de communication organisée pour le personnel politique, les membres du conseil exécutif ou les députés en indiquant : a) les sommes dépensées pour l'exercice financier 2023-2024 et les prévisions pour 2024-2025; b) le but visé par chaque dépense; c) la nature de la formation; d) les personnes ou la firme qui ont donné la formation; e) les personnes qui ont reçu la formation ainsi que le titre de leur fonction.	Référer à la réponse de la demande générale 5.
NR2	N/A	N/A	G16l	Postes par catégorie d'emploi	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2023-2024 ainsi que les prévisions pour 2024-2025 : m) le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (le centre principal de direction et chacune des régions);	Référer à la réponse de la demande générale 13i.
NR3	N/A	N/A	G17c	Départs à la retraite prévus	Pour chaque ministère et organisme public, et ce par direction : c) le nombre de départs à la retraite prévus pour 2023-2024 et les indemnités de retraite qui seront versées.	Référer à la réponse de la demande générale 14a.
NR4	G17	N/A	N/A	Demandes de rétrocession espaces non occupés	Liste des demandes de rétrocession des espaces non occupés concernant des baux de location. Pour chacune des demandes et pour chaque bail, préciser : a) la date de la demande; b) l'adresse des locaux visés par la demande; c) la superficie totale du bail de location; d) la superficie non occupée du bail de location au moment de la demande; e) les économies visées; f) la réponse de la SQI ou du locateur en indiquant la date de la réponse.	Référer à la réponse de la demande générale 15.
NR5	G19	N/A	N/A	Portrait actifs excédentaires	Portrait des actifs excédentaires, ratio location propriété et nouveau pied-carrés en propriété.	Référer à la réponse de la demande générale 16.
NR6	G21	N/A	G19	Aménagement Cabinet	De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel, les bureaux de circonscription des ministres, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2023-2024, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés, incluant : a) les dates des travaux; b) les coûts; c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.	Référer à la réponse de la demande générale 17.
NR7	N/A	N/A	G25	Postes abolis par catégorie bureaux régionaux	Pour chaque ministère et organisme depuis cinq ans, fournir le nombre de postes abolis par bureau régional et par catégorie d'emploi, ainsi que les prévisions pour 2024-2025.	Référer à la réponse de la demande générale 13o.
NR8	N/A	N/A	G26	Effectifs par catégorie d'emploi bureaux régionaux	Pour chaque ministère et organisme, liste des bureaux régionaux et de l'effectif étant rattaché, par catégorie d'emploi, à chacun de ces bureaux. Présenter l'évolution depuis cinq ans, ainsi que les prévisions pour 2024-2025, par mission.	Référer à la réponse de la demande générale 13i.
NR9	N/A	N/A	G31	Nominations négociateurs, médiateurs, commissaires, experts, enquêteurs	Nominations, pour 2023-2024, de mandataires, d'émissaires, de négociateurs, de médiateurs, de commissaires, d'experts, d'enquêteurs et sans en restreindre la portée: a) la liste; b) les mandats; c) les contrats; d) le résultat du travail effectué; e) les échéances prévues; f) les sommes impliquées.	Référer à la réponse de la demande générale 6.
NR10	G47	N/A	N/A	Masse salariale	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2023-2024, le montant total de la masse salariale en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).	Référer à la réponse de la demande générale 37.
NR11	G52	N/A	N/A	Dépenses publicitaires - médias communautaires et Internet	Pour toutes dépenses publicitaires réalisées par le ministère ou l'organisme, indiquer : a) le pourcentage de ces dépenses réalisées au sein de médias communautaires et le montant ; b) le pourcentage de ces dépenses réalisées sur Internet et les médias sociaux et le montant.	Référer à la réponse de la demande générale 3

# demande 2024-2025	# demande 2024-2025 Opp. off. (PLQ)	# demande 2024-2025 2e opp. (QS)	# demande 2024-2025 3e opp. (PQ)	Sujet de la demande	Questions 2024-2025 non répondues	Motif
NR12	G58	N/A	N/A	Coût matériel télétravail	Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2023-2024 au sujet de l'acquisition de matériel pour fins de télétravail (Tablettes, cellulaires, aménagement de bureau, remboursement de frais d'internet, etc.)	Référer à la réponse de la demande générale 6.
NR13	G59	N/A	N/A	Dépenses sécurité informatique	Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2023-2024 en matière de sécurité informatique en spécifiant précisément les sommes dépensées en frais de consultants en sécurité informatique.	Référer à la réponse de la demande générale 6.
NR14	G60	N/A	N/A	Dépenses vidéoconférence	Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2023-2024 pour l'acquisition de services de vidéo-conférence (ZOOM, Teams, etc.) : a) la liste des contrats; b) le nom du fournisseur; c) le montant déboursé.	Référer à la réponse de la demande générale 6.
NR15	G64	N/A	N/A	Postes abolis et mutés sous le régime du RQAP	Pour le ministère et chacun des organismes, agences, ou autres relevant du ministère, veuillez nous indiquer : a) le nombre de postes abolis alors que l'employé était sous le régime du RQAP au cours de la dernière année, par région et en incluant les raisons de l'abolition du poste; b) le nombre de postes mutés alors que l'employé était sous le régime du RQAP au cours de la dernière année, par région et en incluant les raisons de mutation du poste.	Référer à la réponse de la demande générale 13o.
NR16	N/A	G01	N/A	Postes ouverts et comblés	Nombre de postes ouverts pour l'année financière et nombre de postes comblés pour chaque catégorie d'emploi présente au sein du ministère.	Référer à la réponse de la demande générale 13i.
NR17	N/A	G02	N/A	Postes non comblés	Nombre de postes total et proportion de postes non comblés.	Référer à la réponse de la demande générale 13q.
NR18	N/A	G03	N/A	Nombre et proportion départs	Nombre de départs et proportion des départs pour chaque catégorie d'emploi présente au sein du ministère.	Référer à la réponse de la demande générale 13n.
NR19	N/A	G04	N/A	Proportion femmes/hommes postes cadres supérieurs	Proportion de femmes et d'hommes dans les postes de cadres supérieurs.	Référer à la réponse de la demande générale 13a et 13b.
NR20	N/A	G05	N/A	Proportion diversité postes cadres supérieurs	Proportion de personnes issues de la diversité dans les postes de cadres supérieurs	Référer à la réponse de la demande générale 13a et 13b.
NR21	N/A	G11	N/A	Acquisitions marchés publics 5 dernières années	Indiquer le montant et la proportion des acquisitions de marchés publics de votre ministère selon la provenance du bien ou service acquis, depuis 5 ans. Ventiler en biens et services.	Référer à la réponse de la demande générale 6.
NR22	N/A	G15	N/A	Dépenses PAE 5 dernières années	Indiquer les dépenses encourues au titre de tout « Programme d'aide aux employés » (PAE) depuis 5 ans.	Référer à la réponse de la demande générale 52
NR23	N/A	G18	N/A	Superficie et dépenses - locaux utilisés	Indiquer la superficie et les dépenses encourues relativement aux locaux physiques utilisés par votre ministère, depuis 5 ans.	Référer à la réponse de la demande générale 15.
NR24	N/A	G25	N/A	Bilan des efforts de diminution GES	Indiquer les dépenses effectuées dans le cadre du plan d'action de développement durable du ministère ou de l'organisme ainsi que le bilan des efforts de diminution d'émission de GES au sein du ministère ou de l'organisme.	Référer à la demande générale 47.
NR25	N/A	G27	N/A	Coût de reconduction des programme	Indiquer le coût de reconduction des programmes estimés depuis 5 ans.	Référer à la réponse de la demande générale 38.
NR26	N/A	G28	N/A	Effectifs par territoire	Énumérer chaque direction régionale, en indiquant le territoire couvert par celle-ci, la municipalité d'établissement, le titulaire du poste de direction et l'effectif équivalent à temps complet.	Référer à la réponse de la demande générale 13i.
NR27	N/A	N/A	G11	Contrats cabinet	Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un cabinet ministériel en 2023-2024, en indiquant, pour chaque contrat : a) les noms du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat; c) leur mandat et le résultat (rapport ou document final); d) le coût; e) l'échéancier; f) dans le cas d'un octroi par soumission, les noms des soumissionnaires et le montant des soumissions.	Référer à la réponse de la demande générale 6.

# demande 2024-2025	# demande 2024-2025 Opp. off. (PLQ)	# demande 2024-2025 2e opp. (QS)	# demande 2024-2025 3e opp. (PQ)	Sujet de la demande	Questions 2024-2025 non répondues	Motif
NR28	G11	N/A	N/A	Utilisation de logiciels d'intelligence artificielle	Concernant l'utilisation de logiciels d'intelligence artificielle (IA) dans les ministères et organismes, veuillez nous fournir : a) la liste des projets visés et l'objectif visé par chacun de ces projets; b) les sommes investies pour l'utilisation ou la conception de logiciel utilisant l'IA; c) le coût des licences d'utilisation associées à des logiciels utilisant des système d'IA; d) la liste des contrats externes octroyés pour la mise en œuvre d'outils d'IA au sein des ministères et organismes et les firmes retenues pour les accomplir; e) les coûts d'entretien ou de mise à jour pour chacun de ces projets; f) le nombre d'employés (ETC) affectés à chacun de ces projets d'implantation de technologie d'IA; g) la liste des enjeux de sécurité liés à l'utilisation de fonctionnalités d'IA.	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Cybersécurité et du Numérique pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR29	G44a	N/A	N/A	Programmes financés par le Fonds d'électrification et de changements climatiques	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par : a) le Fonds d'électrification et de changements climatiques.	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR30	G44b	N/A	G53	Programmes financés par le Fonds des ressources naturelles	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par : b) le Fonds des ressources naturelles.	La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Ressources naturelles et des Forêts pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR31	G44c	N/A	N/A	Programmes financés par le Fonds de transition, d'innovation et d'efficacité énergétiques	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par : c) le Fonds de transition, d'innovation et d'efficacité énergétiques.	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR32 RÉPONDU	G44d	N/A	N/A	Programmes financés par le Fonds du Plan Nord	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par : d) le Fonds du Plan Nord.	La réponse à cette question sera transmise par la Société du Plan Nord pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR33	G45	N/A	G54	Contrats service juridiques	Pour chacune des cinq années, les sommes allouées à l'externe pour tout type de service juridique et préciser la raison pour laquelle les services ont été traités à l'externe ainsi que les professionnels qui ont donné ces services.	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Justice en ce qui concerne les directions des affaires juridiques des ministères pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR34	G56a	N/A	N/A	Opération main d'œuvre Secteur prioritaires	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : a) Opération main-d'œuvre – Mesures ciblées pour certains secteurs prioritaires;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR35	G56b	N/A	N/A	Plan culturel numérique du Québec	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : b) Plan culturel numérique du Québec;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Culture et des Communications pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR36	G56c	N/A	N/A	Stratégie pour l'essor de la créativité numérique en culture 2023-2028	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : c) Stratégie pour l'essor de la créativité numérique en culture 2023-2028;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Culture et des Communications pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR37	G56d	N/A	N/A	Stratégie québécoise de commémoration « Je me souviens »	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : d) Stratégie québécoise de commémoration « Je me souviens »;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Culture et des Communications pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR38	G56e	N/A	N/A	Politique bioalimentaire 2018-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : e) Plan d'action 2018-2023 de la Politique bioalimentaire;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation du Québec pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR39	G56f	N/A	N/A	Politique mobilité durable 2030	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : f) Plan d'action 2018-2023 de la Politique de mobilité durable 2030;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Transports et de la Mobilité durable pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).

# demande 2024-2025	# demande 2024-2025 Opp. off. (PLQ)	# demande 2024-2025 2e opp. (QS)	# demande 2024-2025 3e opp. (PQ)	Sujet de la demande	Questions 2024-2025 non répondues	Motif
NR40	G56h	N/A	N/A	Plan d'action pour favoriser le respect et la civilité	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : h) Plan d'action pour favoriser le respect et la civilité;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR41 RÉPONDU	G56i	N/A	N/A	Plan d'action en occupation et en vitalité des territoires 2020-2022 (prolongé jusqu'en 2024)	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : i) Plan d'action en occupation et en vitalité des territoires 2020-2022 (prolongé jusqu'en 2024)	La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR42	G56j	N/A	N/A	Plan d'action Criminalité au Nunavik	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : j) Plan d'action concernant les conditions de détention, l'administration de la justice et la prévention de la criminalité au Nunavik;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Sécurité publique pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR43	G56k	N/A	N/A	Plan d'action 2023-2024 élaboré par les partenaires de la Table Justice-Québec	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : k) Plan d'action 2023-2024 élaboré par les partenaires de la Table Justice-Québec;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Justice en ce qui concerne les directions des affaires juridiques des ministères pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR44	G56l	N/A	N/A	Plan d'action pour contrer l'intimidation et cyberintimidation 2020-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : l) Plan d'action concerté pour prévenir et contrer l'intimidation et la cyberintimidation 2020-2025;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Famille pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR45	G56n	N/A	N/A	Plan d'action Services publics d'emplois 2023-2024	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : n) Plan d'action des services publics d'emplois 2023-2024;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR46	G56o	N/A	N/A	Plan d'action en économie numérique	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : o) Plan d'action en économie numérique;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR47	G56p	N/A	N/A	Plan d'action Sécurité civile - inondations	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : p) Plan d'action en matière de sécurité civile relatif aux inondations;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Sécurité publique, et ce, pour tous les ministères et organismes pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR48	G56q	N/A	N/A	Rapport de la Commission spéciale sur l'exploitation sexuelle des mineurs	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : q) Plan d'action gouvernemental 2021-2026 en réponse aux recommandations de la Commission spéciale sur l'exploitation sexuelle des mineurs;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Sécurité publique pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR49	G56r	N/A	N/A	Plan d'action Simplification démarches administratives - décès 2022-2027	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : r) Plan d'action gouvernemental de simplification des démarches administratives à la suite d'un décès 2022-2027;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR50	G56s	N/A	N/A	Plan d'action économie sociale 2020-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : s) Plan d'action gouvernemental en économie sociale 2020-2025;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR51	G56t	N/A	N/A	PAGAC	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : t) Plan d'action gouvernemental en matière d'action communautaire;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR52	G56u	N/A	N/A	Plan d'action allègement réglementaire et admin. 2020-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : u) Plan d'action gouvernemental en matière d'allègement réglementaire et administratif 2020-2025;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR53	G56v	N/A	N/A	Plan d'action - Contre la violence conjugale, Agissons	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : v) Plan d'action gouvernemental en matière de violence conjugale 2018-2023 : «Contre la violence conjugale, Agissons»;	La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat à la condition féminine pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR54	G56w	N/A	N/A	Plan d'action Lutter contre la maltraitance envers les personnes âgées	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : w) Plan d'action gouvernemental pour lutter contre la maltraitance envers les personnes âgées;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Santé et des Services sociaux pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).

# demande 2024-2025	# demande 2024-2025 Opp. off. (PLQ)	# demande 2024-2025 2e opp. (QS)	# demande 2024-2025 3e opp. (PQ)	Sujet de la demande	Questions 2024-2025 non répondues	Motif
NR55	G56x	N/A	N/A	Reconnaissance des compétences - personnes immigrantes	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : x) Plan d'action interministériel concerté en reconnaissance des compétences des personnes immigrantes;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR56	G56y	N/A	N/A	Plan d'action - Prévenir, réduire et traiter	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : y) Plan d'action interministériel en dépendance 2018-2028, « Prévenir, réduire et traiter »;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Santé et des Services sociaux pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR57	G56z	N/A	N/A	Plan d'action itinérance 2021-2026	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : z) Plan d'action interministériel en itinérance 2021-2026;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Santé et des Services sociaux pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR58	G56aa	N/A	N/A	Plan d'action santé mentale 2022-2026	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : aa) Plan d'action interministériel en santé mentale 2022-2026;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Santé et des Services sociaux pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR59	G56bb	N/A	N/A	Politique gouvernementale de prévention en santé	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : bb) Plan d'action interministériel 2022-2025 de la Politique gouvernementale de prévention en santé;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Santé et des Services sociaux pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR60	G56cc	N/A	N/A	Plan d'action Industrie transport terrestre et mobilité durable 2018-2023	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : cc) Plan d'action pour l'industrie du transport terrestre et de la mobilité durable 2018-2023;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Transports et de la Mobilité durable pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR61	G56dd	N/A	N/A	Plan d'action Investissements étrangers et exportations 2020-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : dd) Plan d'action pour la croissance des investissements étrangers et des exportations 2020-2025;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR62	G56ee	N/A	N/A	Plan d'action croissance technologies propres 2018-2023	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : ee) Plan d'action pour la croissance et les technologies propres 2018-2023;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR63	G56ff	N/A	N/A	Plan d'action Agrotourisme et tourisme gourmand 2022-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : ff) Plan d'action pour la promotion internationale de l'agrotourisme et du tourisme gourmand 2022-2025;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Relations internationales et de la Francophonie pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR64	G56gg	N/A	N/A	Plan d'action Activités physiques, sportives et récréatives 2022-2027	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : gg) Plan d'action pour valoriser la pratique d'activités physiques, sportives et récréatives au Québec 2022-2027;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère des l'Éducation pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR65	G56hh	N/A	N/A	Plan d'action violence conjugale	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : hh) Plan d'action spécifique pour prévenir les situations de violence conjugale à haut risque de dangerosité et d'accroître la sécurité des victimes 2020-2025;	La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat à la condition féminine pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR66	G56ii	N/A	N/A	Plan d'action - Un Québec pour tous les âges	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : ii) Plan d'action 2018-2023 : «Un Québec pour tous les âges»;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Santé et des Services sociaux pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR67	G56jj	N/A	N/A	Plan de protection face aux inondations	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : jj) Plan de protection du territoire face aux inondations : des solutions durables pour mieux protéger nos milieux de vie;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR68	G56kk	N/A	N/A	Plan directeur en transition, innovation et efficacité énergétique du Québec	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : kk) Plan directeur en transition, innovation et efficacité énergétique du Québec;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR69	G56ll	N/A	N/A	Plan d'agriculture durable 2020-2030	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : ll) Plan pour une agriculture durable 2020-2030 et plans d'action régionaux 2021-2025;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation du Québec pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).



# demande 2024-2025	# demande 2024-2025 Opp. off. (PLQ)	# demande 2024-2025 2e opp. (QS)	# demande 2024-2025 3e opp. (PQ)	Sujet de la demande	Questions 2024-2025 non répondues	Motif
NR70	G56mm	N/A	N/A	Plan pour une économie verte 2020-2030	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : mm) Plan pour une économie verte 2020-2030;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR71	G56nn	N/A	N/A	Plan d'action en entrepreneuriat – Oser entreprendre 2022-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : nn) Plan québécois en entrepreneuriat 2022-2025;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR72 RÉPONDU	G56oo	N/A	N/A	Valorisation des minéraux critiques et stratégiques 2020-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : oo) Plan québécois pour la valorisation des minéraux critiques et stratégiques 2020-2025;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Ressources naturelles et des Forêts pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR73	G56pp	N/A	N/A	Plan de mise en valeur du territoire public 2022-2026	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : pp) Plan de mise en valeur du territoire public 2022-2026;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Ressources naturelles et des Forêts pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR74	G56qq	N/A	N/A	Politique culturelle du Québec	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : qq) Politique culturelle du Québec;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Culture et des Communications pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR75	G56rr	N/A	N/A	Rapport Groupe d'action contre le racisme	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : rr) Rapport « Le racisme au Québec, Tolérance Zéro » du Groupe d'action contre le racisme;	La réponse à cette question sera transmise par le Bureau de coordination de la lutte contre le racisme pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR76	G56tt	N/A	N/A	Rapport accompagnement des victimes d'agressions sexuelles et de violence conjugale	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : tt) Rapport du Comité d'experts sur l'accompagnement des victimes d'agressions sexuelles et de violence conjugale « Rebâtir la confiance »;	La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat à la condition féminine pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR77	G56uu	N/A	N/A	Enquête nationale - femmes et filles autochtones	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : uu) Recommandations de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées;	La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat aux relations avec les Premières nations et les Inuit pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR78	G56vv	N/A	N/A	Suivi de recommandations - Commission des autochtones	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : vv) Recommandations du rapport de la Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics au Québec (Rapport Viens);	La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat aux relations avec les Premières nations et les Inuit pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR79	G56ww	N/A	N/A	Stratégie d'aménagement durable des forêts	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : ww) Stratégie d'aménagement durable des forêts;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Ressources naturelles et des Forêts pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR80	G56xx	N/A	N/A	Stratégie de développement de l'industrie québécoise des produits forestiers 2018-2023	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : xx) Stratégie de développement de l'industrie québécoise des produits forestiers;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Ressources naturelles et des Forêts pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR81 RÉPONDU	G56yy	N/A	N/A	Stratégie de transformation numérique gouvernementale 2019-2023	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : yy) Stratégie de transformation numérique gouvernementale 2019-2023;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Cybersécurité et du Numérique pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR82	G56zz	N/A	N/A	Stratégie maritime 2015-2030	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : zz) Stratégie maritime 2015-2030;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Transports et de la Mobilité durable pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR83	G56aaa	N/A	N/A	Stratégie nationale d'achats d'aliments québécois	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : aaa) Stratégie nationale d'achats d'aliments québécois;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation du Québec pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR84	G56bbb	N/A	N/A	Stratégie nationale de production de bois	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : bbb) Stratégie nationale de production de bois;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Ressources naturelles et des Forêts pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).



# demande 2024-2025	# demande 2024-2025 Opp. off. (PLQ)	# demande 2024-2025 2e opp. (QS)	# demande 2024-2025 3e opp. (PQ)	Sujet de la demande	Questions 2024-2025 non répondues	Motif
NR85	G56ccc	N/A	N/A	Stratégie nationale sur la main d'oeuvre 2018-2023	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : ccc) Stratégie nationale sur la main-d'œuvre 2018-2023;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR86	G56ddd	N/A	N/A	Stratégie pour un Québec sans tabac 2020-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : ddd) Stratégie pour un Québec sans tabac 2020-2025;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Santé et des Services sociaux pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR87	G56eee	N/A	N/A	Stratégie québécoise de développement de l'aluminium 2015-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : eee) Stratégie québécoise de développement de l'aluminium 2015-2025;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR88	G56fff	N/A	N/A	Stratégie québécoise de l'aérospatiale 2016-2026	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : fff) Stratégie québécoise de l'aérospatiale 2016-2026;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR89	G56ggg	N/A	N/A	Stratégie québécoise de l'eau 2018-2030	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : ggg) Stratégie québécoise de l'eau 2018-2030;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR90	G56hhh	N/A	N/A	Stratégie québécoise des sciences de la vie 2017-2027	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : hhh) Stratégie québécoise des sciences de la vie 2017-2027;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR91	G56iii	N/A	N/A	Plan d'action - relance des exportations	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : iii) Vision internationale du Québec et du Plan d'action pour la relance des exportations;	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie pour le "Plan d'action pour la relance des exportations" et par le ministère des Relations internationales et de la Francophonie pour la "Vision internationale du Québec" pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR92	G56jjj	N/A	N/A	Plan d'action en tourisme d'affaires 2023-2026	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : jjj) Plan d'action en tourisme d'affaires 2023-2026	La réponse à cette question sera transmise par le ministère du Tourisme pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR93	G56kkk	N/A	N/A	Plan d'action Avantage Saint-Laurent 2020-2025	Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : kkk) Plan d'action Avantage Saint-Laurent 2020-2025	La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Transports et de la Mobilité durable pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR94	N/A	G07	N/A	Véhicules	Fournir le budget concernant la dotation de véhicules au sein du ministère ou de l'organisme, ventilée par région, en indiquant : a) le nombre total de véhicules; b) le nombre de véhicules hybrides rechargeables; c) le nombre de véhicules électriques.	La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Transports et de la Mobilité durable pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR95	N/A	G09	N/A	Analyse différenciée selon les sexes	Fournir le budget réservé à la réalisation d'analyses différenciées selon les sexes (ADS+). Donner le budget de ces analyses en ETC ou le montant des contrats octroyés.	La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat à la condition féminine pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR96	N/A	G10	N/A	Dépenses PNSC 5 dernières années	Indiquer les dépenses encourues par votre ministère dans le cadre des missions prévues au Plan national de sécurité civile (PNSC) du gouvernement du Québec dans lesquelles le ministère est impliqué depuis 5 ans.	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Sécurité publique pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR97	N/A	G19	N/A	Dépenses soutien législatif	Indiquer les dépenses encourues pour le soutien législatif apporté par votre ministère dans le développement et l'étude des différentes législations adoptées.	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Justice en ce qui concerne les directions des affaires juridiques des ministères pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR98	N/A	G29	N/A	Sommes versées dommages et intérêts	Total des sommes versées à titre de dommages et intérêts par l'État à la suite de poursuites judiciaires dans lesquelles le gouvernement était représenté par le procureur général du Québec. Lister les 10 causes ayant entraîné les plus grandes sommes.	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Justice en ce qui concerne les directions des affaires juridiques des ministères pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).

# demande 2024-2025	# demande 2024-2025 Opp. off. (PLQ)	# demande 2024-2025 2e opp. (QS)	# demande 2024-2025 3e opp. (PQ)	Sujet de la demande	Questions 2024-2025 non répondues	Motif
NR99	N/A	N/A	G09	Contrats santé publique	Liste détaillée de tous les contrats accordés en vertu des articles 118 et 123 de la Loi sur la santé publique, en indiquant : a) le nom du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); c) le coût; d) l'état de prestation des services; e) l'échéancier.	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Santé et des Services sociaux pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR100	N/A	N/A	G45	Déplacés de leur fonction suite aux changements de gouvernement	Pour 2023-2024, le nombre de cadres et de dirigeants de la fonction publique, incluant les sous-ministres, ayant été déplacés de leurs fonctions à la suite des remaniements ministériels. Pour chaque personne : a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions; b) fournir la liste des salaires versés.	La réponse à cette question sera transmise par le ministère du Conseil exécutif pour tous les ministères et organismes (Chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR101	N/A	N/A	G50	ETC Stratégie maritime	Nombre d'employés ou ETC affectés à la Stratégie maritime pour 2023-2024 et prévisions pour 2024-2025.	La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Transports et de la Mobilité durable pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR102	N/A	N/A	G51	Budget Stratégie maritime	Ventilation du budget du ministère consacrée à la Stratégie maritime pour 2023-2024 et prévisions pour 2024-2025.	La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Transports et de la Mobilité durable pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR103	N/A	N/A	G52	Programmes financés par le Fonds vert	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds vert.	La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs pour tous les ministères et organismes (chaque MO demeure tout de même responsable des questions-réponses en commission).
NR104	G14h	N/A	G16g	Plaintes harcèlement psychologique	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2023-2024 ainsi que les prévisions pour 2024-2025 : h) le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique;	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
NR105	N/A	N/A	G36	Ententes gouvernement fédéral et provinces	La liste des ententes et leur nature, signées en 2023-2024 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
NR106	G49	N/A	N/A	Liste de tous les rapports, études, avis, analyses, enquêtes	Pour chaque ministère et organisme, liste de tous les rapports (d'évaluation, de vérification, d'enquête ou autres), études, avis, analyses, etc., produits par le ministère ou commandés à un organisme ou une firme externe en 2023-2024 en indiquant pour chacun : a) le sujet ; b) la ou les raisons pour lesquelles il a été produit ou commandé ; c) les coûts reliés à sa réalisation ; d) le nom de l'organisme ou de la firme externe, s'il y a lieu.  Préciser, pour chacun, s'il découle d'une demande du ministre ou du cabinet ministériel.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
NR107	G55	N/A	N/A	Objectifs exemplarité Charte de la langue française	Copie des objectifs d'exemplarité et des indicateurs permettant de mesurer l'atteinte de ceux-ci en vertu de l'article 13.1 de la Charte de la langue française;	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
NR108	N/A	G20	N/A	Nombre de membres ordre professionnel	Indiquer le nombre de membres d'un ordre professionnel, par ordre.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
NR109	N/A	G22	N/A	Personnes affectés aux enquêtes et surveillance de l'application de la loi	Indiquer le personnel affecté aux enquêtes et à la surveillance de l'application de la loi.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
NR110	N/A	N/A	G47	Ententes de confidentialité - projets de loi, des politiques, des stratégies, etc.	Pour la préparation des projets de loi, des politiques, des stratégies ou des consultations gouvernementales, indiquer, pour chaque type, si une entente de confidentialité a été requise par le ministère ou le cabinet auprès des partenaires. Le cas échéant, pour chacun des types visés, fournir la liste des partenaires engagés ainsi que ladite entente.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.
NR111	N/A	N/A	G55	Actes répréhensibles	Pour le ministère et chacun de ses organismes, en 2023-2024, indiquer le nombre de divulgations d'actes répréhensibles reçues, le nombre d'enquêtes (débutées, en cours ou terminées), ainsi que le nombre de divulgations fondées, y compris celles ayant mené à des mesures correctives. Préciser, pour chaque divulgation, la catégorie d'actes répréhensibles visée à l'article 4 de la Loi facilitant la divulgation d'actes répréhensibles à l'égard des organismes publics (2016, chapitre 34)†	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

# SOCIÉTÉ DU PLAN NORD

## ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025

### DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX

- 1 Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2023-2024 : a) les endroits et dates de départ et de retour; b) la copie des programmes et rapports de mission; c) les personnes rencontrées; d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.); e) les noms des ministres, députés, des membres du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission;

Description		Coût total	Participants
Voyage à : Date : But du voyage : Personnes rencontrées :	New York, États-Unis 8 au 11 mai 2023 Participation à un panel du gouvernement du Québec dans le cadre du « 2023 Society for Mining, Metallurgy & Exploration Annual Conference and Expo » à New York afin de promouvoir les occasions d'investissement du Québec auprès d'investisseurs américains.	2 749 \$	Ian Morissette, vice-président, Vice-présidence au développement durable et aux partenariats en territoire nordique
Voyage à : Date : But du voyage :  Personnes rencontrées :	Ottawa, Canada 9 au 11 mai 2023 Participation au rassemblement du printemps des membres du Center for the North du Conference Board of Canada/Pannels de discussion sur la thématique des MCS et du développement minier en milieu nordique. Représentants gouvernementaux fédéraux et provinciaux, représentants autochtones.	867 \$	David Denoncourt, conseiller économique, Bureau de commercialisation

Description		Coût total	Participants
Voyage à : Date : But du voyage : Personnes rencontrées :	Churchill, Manitoba 14 au 18 mai 2023 Participation au Forum des ministres responsables du développement du Nord.	11 060 \$	Catherine Hébert, conseillère aux affaires externes, Direction des affaires autochtones, des affaires externes et des communications Maryse Quimper, directrice, Direction des affaires autochtones, des affaires externes et des communications Patrick Beauchesne, président-directeur général
Voyage à : Date : But du voyage : Personnes rencontrées :	Reykjavik, Islande 17 au 24 octobre 2023 Participation au Forum de l'Arctic Circle.	11 985 \$	Patrick Beauchesne, président-directeur général Catherine Hébert, conseillère aux affaires externes, Direction des affaires autochtones, des affaires externes et des communications
Voyage à : Date : But du voyage : Personnes rencontrées :	Ottawa, Ontario 8 au 10 novembre 2023 Formation de l'École nationale d'administration publique : le Cercle des jeunes leaders de l'administration publique est à la fois un programme de développement du leadership et un projet de recherche. Gestionnaires de niveau 4 ou de niveau 3 qui se sont inscrits au cours.	2 610 \$	Julie Simone Hébert, directrice, Direction des programmes et des relations territoriales
Voyage à : Date : But du voyage : Personnes rencontrées :	Londres, Royaume-Uni 28 au 30 novembre 2023 Mission en attraction d'investissements organisée par le MRNF et Investissement Québec/Ressources Québec. Participation au Resourcing Tomorrow London organisé par Mines and Money. Représentants de sociétés minières et conférenciers.	1 085 \$	Martin Gagnon, directeur, Bureau de commercialisation
Voyage à : Date : But du voyage : Personnes rencontrées :	Ottawa, Ontario 10 janvier 2024 Participation à la formation du cercle des jeunes leaders de l'École nationale de l'administration publique. Le voyage a été annulé.	177 \$	Julie Simone Hébert, directrice, Direction des programmes et des relations territoriales

Description		Coût total	Participants
Voyage à : Date : But du voyage : Personnes rencontrées :	The Pas, Manitoba 12 au 16 février 2024 Participer à la rencontre des membres du Center for the North pour présenter le Plan d'action nordique 2023-2028. Membres du Center for the North (gouvernement fédéral, provinces) et acteurs locaux.	4 445 \$	Catherine Hébert, conseillère aux affaires externes, Direction des affaires autochtones, des affaires externes et des communications Martin Vachon, coordonnateur, Pôle d'expertise en développement durable
Voyage à : Date : But du voyage : Personnes rencontrées :	Wabush, Terre-Neuve-et-Labrador 27 et 28 février 2024 Participation au congrès Future of Lab West Summit pour observer les bonnes pratiques et être à l'écoute des enjeux nordiques. M. Claude Gagné, directeur général de Fermont, Mme Stéphanie Ouellet, agente de développement à la MRC de Caniapiscau, Mme Mélissa Gauthier, présidente de la chambre de commerce de Fermont.	1 294 \$	Julie David, conseillère en relations avec le milieu, Direction des programmes et des relations territoriales Louis-Phillipe Charest, conseiller en commercialisation, Bureau de commercialisation

Les sous-questions c), f), g), h) et i) ne semblent pas pertinentes à l'exercice d'étude des crédits.

Les renseignements concernant les ministres, les titulaires d'un emploi supérieur et leurs accompagnateurs, en réponse à cette question, sont diffusés sur une base trimestrielle sur les pages Web de la Société du Plan Nord en vertu du Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4, paragraphe 18) : [quebec.ca/gouvernement/ministeres-et-organismes/societe-plan-nord](http://quebec.ca/gouvernement/ministeres-et-organismes/societe-plan-nord)

Information au 29 février 2024

# SOCIÉTÉ DU PLAN NORD

## ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025

### DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX

- 2 Pour chacun des voyages faits en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels au Québec et des dirigeants d'organismes pour 2023-2024 : a) les raisons du déplacement; b) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour; c) les coûts ventilés.

Déplacements en avion au Québec de monsieur Patrick Beauchesne, président-directeur général

b) Itinéraire	Date de départ	Date de retour	c) Coût	a) Raison du déplacement
Sept-Îles	2023-05-24	2023-05-25	1 388 \$	Conseil d'administration de la Société ferroviaire et portuaire de Pointe-Noire (SFPPN)
Kuujuuaq	2023-08-23	2023-08-25	5 340 \$	Rencontre avec l'Administration régionale Kativik et Société Makivik (consultation Plan d'action nordique 23-28)
Schefferville	2023-08-28	2023-08-29	2 971 \$	Rencontre avec la nation Naskapis de Kawawachikamach (consultation Plan d'action nordique 23-28)
Schefferville, Matimekush-Lac John, Kawawachika- mach, Fermont	2023-09-14	2023-09-16	2 812 \$	Conseil d'administration Société du Plan Nord
Kuujuuaq	2023-09-19	2023-09-21	1 762 \$	Inauguration d'Isuarsivik et rencontres avec les élus et promoteurs
Fermont	2023-11-05	2023-11-06	1 605 \$	Annonce sur le logement

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur les pages Web de la Société du Plan Nord en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4 paragraphe 17) : [quebec.ca/gouvernement/ministeres-et-organismes/societe-plan-nord](http://quebec.ca/gouvernement/ministeres-et-organismes/societe-plan-nord).

Information au 29 février 2024

# SOCIÉTÉ DU PLAN NORD

## ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025

### DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX

- 3 Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur les réseaux sociaux et sur les sites Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme. Fournir la liste détaillée de ces dépenses en indiquant : a) la ventilation des sommes dépensées pour 2023-2024 , et les prévisions pour 2024-2025; b) les noms des firmes de publicité retenues; c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); d) le but visé par chaque dépense; e) dans le cas d'une commandite, la raison et le nom de l'organisme bénéficiaire; f) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographie g) la répartition du placement média en indiquant le coût par média ainsi que les dates de diffusion; h) le rapport de statistiques sur la portée et la clientèle visée et l'atteinte des objectifs ou toute évaluation réalisée de l'impact de la campagne.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur les pages Web de la Société du Plan Nord en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4 paragraphe 24) : [quebec.ca/gouvernement/ministeres-et-organismes/societe-plan-nord](http://quebec.ca/gouvernement/ministeres-et-organismes/societe-plan-nord).

Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique. Pour les contrats 25 000 \$ et moins, ceux-ci peuvent être conclus de gré à gré.

Les coûts reliés aux frais de publicité concernant les bureaux de circonscription sont régis par le *Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinet et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien de l'Assemblée nationale* .

SOCIÉTÉ DU PLAN NORD

ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX

4 Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.), séparément : Par le cabinet ministériel : a) les sommes dépensées en 2023-2024 et les prévisions pour 2024-2025, ventilées par type d'événement; b) le but visé par chaque dépense; c) le nombre total et liste d'événements, ventilés par type d'événement. d) si l'événement s'est tenu virtuellement; Par le ministère ou l'organisme : e) les sommes dépensées en 2023-2024 et les prévisions pour 2024-2025, ventilées par type d'événement; f) le but visé par chaque dépense; g) le nombre total et liste d'événements, ventilés par type d'événement. h) si l'événement s'est tenu virtuellement; Par un professionnel ou par une firme externe : i) les sommes dépensées en 2023-2024 et les prévisions pour 2024-2025, ventilées par type d'événement; j) le nom du professionnel ou de la firme de publicité; k) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); l) la liste et les noms des fournisseurs et consultants, s'il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc.; m) le but visé par chaque dépense; n) le nombre total et liste d'événements, ventilés par type d'événement; o) si l'événement s'est tenu virtuellement.

Type d'événement e)	But f)	Fournisseurs l)	Coût global e)
Conférence de presse	Lancement du Plan d'action nordique 2023-28	Le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale Centre des Arts de Baie-Comeau Groupe North Shore Productions Optimales Les Délices de l'artisan	46 443 \$
Conférence de presse	Annonce des projets retenus dans le cadre de l'enveloppe d'opportunité du Plan d'action nordique 2020-2023	Ville de Port-Cartier Disco Flash Centre d'action bénévole de Port-Cartier	1 378 \$
			47 821 \$

Les sous-questions c), g), n), d), h), o), j), k) et n) ne semblent pas pertinentes à l'étude des crédits ou sont déjà répondues.  
Information au 29 février 2024



# SOCIÉTÉ DU PLAN NORD

## ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025

### DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX

- 5 La liste des dépenses en formation de communication, en incluant celles du cabinet ministériel : Organisée par le ministère ou l'organisme : a) les sommes dépensées en 2023-2024 et les prévisions pour 2024-2025, ventilées par type d'événement; b) le but recherché par chaque dépense; c) nombre total et liste des formations ventilés par catégorie. Données par un professionnel ou une firme externe : d) les sommes dépensées en 2023-2024 et les prévisions pour 2024-2025; e) le nom de la ou des firmes de publicité ou de communications; f) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); g) la liste et les noms des fournisseurs et/ou des consultants, s'il y a lieu; h) le but visé par chaque dépense; i) nombre total et liste des formations ventilés par catégorie.**

a) b) et g) Les sommes dépensées en 2023-2024 pour les formations relatives à la communication sont de 16 193 \$. Neuf (9) formations de communication ont été offertes aux employés de la Société par des professionnels ou firmes externes :

1. Rédiger pour convaincre - principes de rédaction stratégique (Université Laval) : 4 300 \$.

But visé : Rédiger plus efficacement des documents stratégiques de tout type : rapports, notes de breffage, écrits de routine. Accroître la portée des arguments en améliorant la structure, la clarté et la concision des textes.

2. Anglais conversationnel (Global Lingua) : 8 511 \$.

But visé : Parfaire la communication et la compréhension de la langue anglaise pour mieux accompagner la population anglophone au nord du 49e parallèle.

3. Conversation langue anglaise des affaires (Collège Saint-Charles-Garnier) : 675 \$.

But visé : Parfaire la communication et la compréhension en anglais des affaires pour mieux accompagner la population anglophone au nord du 49e parallèle.

4. Négocier au quotidien : stratégies et approches stimulant la confiance (Université Laval) : 465 \$.  
But visé : Développer des compétences en négociation en utilisant une approche structurée basée sur la négociation intégrative.
5. Rédaction épiciène (Office québécois de la langue française) : 0 \$.  
But visé : Mettre en application différentes stratégies pour rédiger des textes plus inclusifs.
6. La communication interculturelle (Université de Montréal) : 353 \$.  
But visé : Comprendre la communication verbale et non verbale, la diversité d'interprétation du langage non verbal et l'éthique de la communication interculturelle.
7. Réviser et corriger un texte avec Antidote 11 (Accent Formation) : 295 \$.  
But visé : Utiliser le logiciel Antidote le plus efficacement possible dans la révision et la correction des textes pour améliorer la qualité des communications écrites.
8. Communication dans les organisations (Université Laval) : 397 \$.  
But visé : Connaître les principales théories de la communication des organisations ainsi que les enjeux et pratiques de la communication interne.
9. Rédaction claire et efficace : Pour des textes précis, compris et utiles (En Clair) : 1 197 \$  
But visé : Connaître et appliquer les techniques de rédaction claire et efficace spécifiques aux contenus complexes, techniques ou juridiques.

Les sous-questions c) et f) ne semblent pas pertinentes à l'étude des crédits.

Les sous questions d) e) h) i) sont déjà répondues par d'autres sous-questions de cette même question.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur les pages Web de la Société du Plan Nord en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 22 et 23).  
[quebec.ca/gouvernement/ministeres-et-organismes/societe-plan-nord](http://quebec.ca/gouvernement/ministeres-et-organismes/societe-plan-nord)

# SOCIÉTÉ DU PLAN NORD

## ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025

### DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX

- 6 Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, y compris le cabinet ministériel en 2023-2024, en indiquant : a) les noms du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); c) le détail des travaux ou services effectués (but visé); d) la date d'octroi du contrat; e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments; f) l'échéancier; g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions. Lorsque le contrat est octroyé par le cabinet ministériel, l'indiquer.

#### Contrats de moins de 25 000 \$

a) Nom du fournisseur	c) Objet du contrat octroyé	e) Montant
ACS Air Charter Service (Canada) Passenger Corp	Vol nolisé pour la tenue d'une rencontre du CA pour la séance annuelle sur le territoire nordique	22 200 \$
AirCharter Services	Vol nolisé pour la rencontre de l'Assemblée des partenaires - 27 septembre 2023 (vol aller)	13 300 \$
AirCharter Services	Vol nolisé pour la rencontre de l'Assemblée des partenaires - 28 septembre 2023 (vol retour)	4 897 \$
Alpha traduction et interprétation inc.	Services audiovisuels et traduction simultanée dans le cadre de la Journée des donneurs d'ordres/fournisseurs du 28 mars 2024	11 004 \$
Alpha traduction et interprétation inc.	Services audiovisuels et traduction simultanée pour la rencontre du 28 février 2024 de l'Assemblée des partenaires	1 950 \$
Alpha traduction et interprétation inc.	Services audiovisuels et traduction simultanée pour la rencontre du 28 septembre 2023 de l'Assemblée des partenaires	9 289 \$

<b>a) Nom du fournisseur</b>	<b>c) Objet du contrat octroyé</b>	<b>e) Montant</b>
Association de l'exploration minière du Québec	Participation à titre d'exposant au congrès Xplor 2023 les 1 et 2 novembre 2023	4 350 \$
Blanchet Recrutement	Services pour le recrutement d'un Conseiller en ressources financières	17 850 \$
9025-4616 Québec inc. / BRH	Tests psychométriques pour l'embauche d'une ressource	4 500 \$
Château Laurier	Hébergement pour la rencontre du conseil d'administration du 15 juin 2023	3 497 \$
Econoler inc.	Formation sur l'énergie dispensée aux membres du conseil d'administration et aux dirigeants	4 500 \$
Formation linguistique Global Lingua inc.	Cours d'anglais conversationnel individuels et personnalisés pour 10 employés de la Société	7 738 \$
Gestar Consultation et formation en gestion des documents administratifs et des archives inc.	Services techniques de traitement de documents et d'archivage	20 000 \$
Graphica impression inc.	Impression de pochettes de presse	1 495 \$
Groupe Tercio inc.	Participation à titre d'exposant à la conférence sur l'état du fer au Québec	4 200 \$
Hôtel Delta Québec (DQC LP)	Location de salles pour la rencontre annuelle 2023 des employés	6 609 \$
InnVest Hotels GP Ltd	Hébergement pour la rencontre du conseil d'administration du 14 décembre 2023	9 568 \$
InnVest Hotels GP Ltd	Hébergement pour la rencontre du conseil d'administration du 15 février 2024	8 608 \$

<b>a) Nom du fournisseur</b>	<b>c) Objet du contrat octroyé</b>	<b>e) Montant</b>
InnVest Hotels GP Ltd	Hébergement pour la rencontre du conseil d'administration du 18 avril 2024	8 608 \$
InnVest Hotels GP Ltd	Hébergement pour la rencontre du conseil d'administration du 20 juin 2024	9 568 \$
InnVest Hotels GP Ltd	Hébergement pour la rencontre du conseil d'administration du 24 octobre 2024	13 408 \$
InnVest Hotels GP Ltd	Hébergement pour la rencontre du conseil d'administration du 26 octobre 2023	14 368 \$
JobIllico inc.	Abonnement pour affichage de postes et consultation de profils de candidats	4 345 \$
Keepoint	Formation sur les marchés publics	2 278 \$
Les Productions Optimales inc.	Production d'un vidéo pour le lancement du PAN 23-28	22 050 \$
Mistassini Sports & Recreation Department	Location d'une salle pour la Journée des donneurs d'ordres/fournisseurs du 28 mars 2024	2 000 \$
MNP LLP	Animation d'un Lac-à-l'épaule	5 345 \$
MS Solution Équipement inc.	Audit en sécurité de l'information	12 900 \$
Nicolas Girard	Participation à un comité	5 000 \$
Fondation de l'ordre des conseillers en ressources humaines agréés	Participation au congrès des conseillers en ressources humaines	2 090 \$
PMT Roy	Assurance responsabilité des dirigeants et administrateurs de la Société	6 243 \$

<b>a) Nom du fournisseur</b>	<b>c) Objet du contrat octroyé</b>	<b>e) Montant</b>
PMT Roy	Assurance biens et responsabilité civile	12 500 \$
Publications Mass-Média inc.	Abonnement au courrier parlementaire	2 150 \$
Pulsation graphique	Services de design graphique	24 900 \$
Serrurier Larouche	Achat de quincaillerie et services de serrurerie	2 926 \$
Service de traduction du Nord	Services audiovisuels et de traduction simulatanée pour l'Assemblée des partenaires à Chibougamau	1 495 \$
Solutions Notarius inc.	Achat d'un lot de projets de signature pour la plateforme ConsignO Cloud	2 400 \$
Sophie Despins, graphiste	Services de design graphique	24 900 \$
Sylvain Guimond inc.	Conférence de mobilisation lors de la rencontre annuelle des employés	5 136 \$
Table jamésienne de concertation minière	Réalisation d'une étude dans le domaine minier	24 750 \$
Terranova Worldwide Corporation	Abonnement à une plateforme d'apprentissage pour la sensibilisation et la formation des employés en sécurité de l'information et la réalisation de tests d'hameçonnage	5 075 \$
Traduction e-global inc.	Services de traduction et de révision des communications de la Société	24 000 \$
Université Laval	Formation des employés en rédaction stratégique	5 020 \$

a) Nom du fournisseur	c) Objet du contrat octroyé	e) Montant
Université Laval (Académie de transformation numérique)	Licences de formations pour les employés de la Société en technologie de l'information	10 200 \$
Wolters Kluwer Canada Limited	Abonnement à une banque de données juridiques	2 495 \$

Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et ces informations sont aussi disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://seao.ca/>.

Les questions b) d) f) g) ne semblent pas pertinentes à l'étude de crédit.

Information au 29 février 2024

# **SOCIÉTÉ DU PLAN NORD**

## **ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025**

### **DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX**

- 7 Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme, en indiquant : a) la liste des soumissions et le montant de chacune; b) la grille d'évaluation des soumissions; c) le soumissionnaire retenu et la justification de ce choix; d) le délai entre la publication de l'appel d'offres et l'octroi du contrat; e) le cas échéant, les appels d'offres annulés en cours de route et la raison de l'annulation.**

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/>.



# **SOCIÉTÉ DU PLAN NORD**

## **ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025**

### **DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX**

- 8 Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2023-2024 : a) la liste de toutes les ressources œuvrant au sein d'un ministère ou d'un organisme et qui ne sont pas des employés du gouvernement; b) le total des coûts reliés à ces consultants, ventilé par catégorie (incluant la masse salariale); c) le sommaire de tout contrat octroyé pour l'embauche de ces consultants; d) le nom de chaque consultant et la firme par laquelle il est employé; e) une description de son mandat; f) la date de début de son contrat; g) la date prévue de fin de son contrat; h) sa rémunération annuelle.**

Les informations relatives aux contrats octroyés à des firmes externes sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/>, ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.

# **SOCIÉTÉ DU PLAN NORD**

## **ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025**

### **DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX**

- 9 Pour chaque projet de développement informatique, infonuagique ou de modernisation des systèmes informatiques au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer : a) le nom du projet; b) la nature du projet; c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu); d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet; e) les plus récentes évaluations du coût du projet; f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière; g) l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet; h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates; i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour; j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet; k) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère : - la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants. l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique-cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics. m) le nombre et la liste des pénalités appliquées à des sous-traitants dans le domaine des TI en 2023-2024.

m) Aucune pénalité à des sous-traitants dans le domaine des TI n'a été appliquée.

Les sous-questions c) h) j) k) et l) ne semblent pas pertinentes à l'étude des crédits.

Pour les sous-questions a), b), d), e), f), g) et i), l'information sur les projets informatiques de plus de 100 000 \$ est disponible sur le site Internet du Tableau de bord en ressources informationnelles à l'adresse suivante : [tableaudebordprojetsri.gouv.qc.ca/tableau-de-bord/](http://tableaudebordprojetsri.gouv.qc.ca/tableau-de-bord/).

Information au 29 février 2024

# **SOCIÉTÉ DU PLAN NORD**

## **ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025**

### **DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX**

**10 Concernant l'hébergement de données en infonuagique, fournir : a) les coûts estimés par année : b) les coûts totaux réels pour l'hébergement de données; c) les coûts pour pénalités pour dépassement de capacité; d) la liste des fournisseurs; e) une copie du plan de déploiement.**

b) Aucun coût pour l'hébergement de données en infonuagique.

c) Aucun coût pour des pénalités de dépassement de capacité.

d) Les informations concernant la liste des fournisseurs et des prestataires de services qualifiés par appel d'intérêt en infonuagique sont disponibles sur Internet à l'adresse suivante: [https://cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/gouvernement/faireaffaire/Appels\\_d\\_offres\\_et\\_acquisitions/Courtier\\_en\\_infonuagique/LI\\_prestataires\\_qualifies\\_AO\\_courtier.pdf](https://cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/gouvernement/faireaffaire/Appels_d_offres_et_acquisitions/Courtier_en_infonuagique/LI_prestataires_qualifies_AO_courtier.pdf).

Les sous-questions a) et e) ne semblent pas pertinentes à l'exercice de l'étude des crédits.

Information au 29 février 2024

# SOCIÉTÉ DU PLAN NORD

## ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025

### DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX

- 11 De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant pour 2023-2024, ventilé par mois, de chacune des dépenses suivantes : a) la photocopie; b) le mobilier de bureau; c) l'ameublement; d) la décoration et l'embellissement, incluant les œuvres d'art et les frais pour l'entretien des plantes; e) le distributeur d'eau de source; f) le remboursement des frais de transport; g) le remboursement des frais d'hébergement; h) le remboursement des frais de repas; i) le remboursement des frais d'alcool et de fêtes; j) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement : I. a) au Québec; II. b) à l'extérieur du Québec.

Pour l'ensemble de la Société du Plan Nord, en 2023-2024, le montant de chacune des dépenses suivantes :

a) la photocopie :	1 979 \$
b) le mobilier de bureau et c) l'ameublement :	- \$
d) la décoration et l'embellissement :	- \$
e) le distributeur d'eau de source :	- \$
f) le remboursement des frais de transport :	236 911 \$
g) le remboursement des frais d'hébergement :	106 391 \$
h) le remboursement des frais de repas :	37 150 \$
i) le remboursement des frais d'alcool et de fêtes :	- \$
j) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :	
I. a) au Québec	103 802 \$
II. b) à l'extérieur du Québec	828 \$

Les coûts reliés aux bureaux de circonscription sont régis par le *Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinets et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien de l'Assemblée nationale*.

Information au 29 février 2024

# SOCIÉTÉ DU PLAN NORD

## ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025

### DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX

- 12 De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant pour 2023-2024, ventilé par mois, de chaque dépense reliée à la téléphonie :
- a) le coût des contrats téléphoniques;
  - b) le coût des frais d'itinérance et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme;
  - c) le coût lié aux dépassements des forfaits de données et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme;
  - d) les coûts de résiliation, s'il y a lieu;
  - e) le nombre de téléphones cellulaires et de téléphones intelligents;
  - f) le coût d'acquisition des appareils;
  - g) le coût d'utilisation des appareils;
  - h) les noms des fournisseurs;
  - i) les ordinateurs portables;
  - j) les iPad ou autre type de tablette électronique.

b) Coût des frais d'itinérance :	17 \$
c) Coût des frais de dépassement de données :	1 135 \$
d) Coûts de résiliation :	- \$

Les sous-questions e), i), et j) ne semblent pas pertinentes à l'exercice de l'étude des crédits.

Pour les sous-questions a), f), g) et h), l'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur la page Québec.ca de la Société du Plan Nord en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4, paragraphe 25) : [quebec.ca/gouvernement/ministeres-et-organismes/societe-plan-nord](https://quebec.ca/gouvernement/ministeres-et-organismes/societe-plan-nord).

Information au 29 février 2024

# **SOCIÉTÉ DU PLAN NORD**

## **ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025**

### **DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX**

- 13 Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) pour l'année 2023-2024 ainsi que les prévisions pour 2024-2025 : a) le nombre et la répartition, par tranche d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) de 35 ans et plus; b) le nombre et la répartition, par tranche d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) de 35 ans et moins; c) le nombre total de jours de maladie pris par le personnel; d) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi; e) le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.) : - le coût moyen par employé, selon la classe de travail; f) le nombre total de jours de vacances pris par le personnel; g) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi; h) le nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers; i) l'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions); j) l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir; k) le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie; l) le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires; m) le nombre d'employés permanents et temporaires; n) le nombre de départs volontaires, ventilé par raison du départ; o) le nombre de postes abolis ventilé par corps d'emploi; p) l'effectif autorisé par le SCT en vertu de la loi 15 sur le contrôle des effectifs; q) le nombre de postes vacants et le nombre d'ETC non comblés, ventilé par région.**

- h) En ce qui a trait à l'information recherchée concernant la liste du personnel, par catégorie d'emploi, qui reçoit une rémunération et une prestation de retraite d'un régime de retraite, nous vous informons que ces renseignements renferment des renseignements personnels confidentiels au sens de l'article 54 de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels*. Le paragraphe 1<sup>o</sup> de l'article 53 ainsi que le premier alinéa de l'article 59 de cette Loi nous obligent à refuser de donner accès à ces renseignements. Par ailleurs, l'amalgame des renseignements recherchés n'a pas un caractère public conformément à l'article 57 de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels*.
- o) Nombre de postes abolis au net en 2023-2024 : 0  
Le suivi des effectifs gouvernementaux s'effectue en heures rémunérées, ce qui permet de faire l'adéquation entre les budgets de rémunération des ministères et organismes et leur consommation réelle en heures rémunérées. L'information relative à l'utilisation des ressources humaines est présentée au rapport annuel de gestion.
- q) Nombre de postes vacants au 29 février 2024 : 4 postes  
Le suivi des effectifs gouvernementaux s'effectue en heures rémunérées, ce qui permet de faire l'adéquation entre les budgets de rémunération des ministères et organismes et leur consommation réelle en heures rémunérées. L'information relative à l'utilisation des ressources humaines est présentée au rapport annuel de gestion.

Les réponses pour les questions a), b) c) d) e) f) g) i) j) k) l) m) n) et p) seront transmises par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Information au 29 février 2024

# **SOCIÉTÉ DU PLAN NORD**

## **ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025**

### **DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX**

**14 Pour chaque ministère et organisme, par direction, pour l'année 2023-2024 et les prévisions pour l'année 2024-2025 :**

- a) le nombre de départs à la retraite, incluant le total et la ventilation des indemnités versées ou estimées;**
- b) le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines;**
- c) le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.**

a) La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

b) Le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines : 13.

c) Le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats : 1.

Information au 29 février 2024



# SOCIÉTÉ DU PLAN NORD

## ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025

### DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX

- 15 Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2023-2024 en indiquant pour chacun d'eux : a) l'emplacement de la location; b) la superficie totale pour chaque local loué; c) le coût total de ladite location; d) les coûts d'aménagement, de rénovations réalisées depuis le 1er avril 2018, la nature des travaux et le ou les bureaux visés; e) la durée du bail; f) propriétaire de l'espace loué; g) en cas de résiliation de bail en cours d'année, les coûts de résiliation. h) la superficie totale réellement occupée; i) la superficie inoccupée; j) le coût de location au mètre carré; k) les noms des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.**

d) Les coûts d'aménagement et de rénovation : 0 \$ en 2023-2024.

e) La Société du Plan Nord conclut des ententes d'occupation avec la Société québécoise des infrastructures qui sont renouvelées annuellement.

g) Aucune entente d'occupation n'a été résiliée au cours de l'année.

Les sous-questions h), i), j) et k) ne semblent pas pertinentes à l'étude des crédits.

Pour les sous-questions a), b), c) et f), l'information est disponible dans les informations diffusées sur une base annuelle sur les pages Web de la Société du Plan Nord en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 27) : [quebec.ca/gouvernement/ministeres-et-organismes/societe-plan-nord](http://quebec.ca/gouvernement/ministeres-et-organismes/societe-plan-nord).

Information au 29 février 2024

# **SOCIÉTÉ DU PLAN NORD**

## **ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025**

### **DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX**

- 16 Concernant les actifs immobiliers excédentaires du ministère ou de l'organisme en 2023-2024, fournir : a) la liste des actifs excédentaires inoccupés; b) la valeur estimée de ceux-ci; c) les coûts d'entretien annuel; d) le nombre de pieds carrés de ceux-ci.**

La réponse à cette question sera transmise par la Société québécoise des infrastructures.

# **SOCIÉTÉ DU PLAN NORD**

## **ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025**

### **DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX**

- 17 Pour la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2023-2024, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés, incluant : a) les dates des travaux; b) les coûts; c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.**

La Société du Plan Nord n'a engagé aucun coût pour le déménagement, l'aménagement, la rénovation ou d'autres travaux pour les bureaux de la haute direction.

# **SOCIÉTÉ DU PLAN NORD**

## **ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025**

### **DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX**

- 18 Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2023-2024, en indiquant pour chaque individu : a) la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant; b) le titre de la fonction; c) l'adresse du port d'attache; d) la masse salariale totale par cabinet; e) le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés; f) la prime de départ versée, le cas échéant; g) la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève; h) la description de tâches; i) le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour 2023-2024; j) le nombre total d'employés au cabinet; k) le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la fonction occupée; l) si l'employé a ou non signé les directives du premier ministre intitulées Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre et Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État.**

Cette question ne concerne pas la Société du Plan Nord.

Information au 29 février 2024

# **SOCIÉTÉ DU PLAN NORD**

## **ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025**

### **DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX**

- 19** Liste des sommes d'argent versées en 2023-2024, par mois, à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme, en indiquant : a) le nom de l'organisme concerné ou de la personne; b) la circonscription électorale; c) le montant attribué; d) le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministère ou l'organisme.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur les pages Web de la Société du Plan Nord en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 26) : [quebec.ca/gouvernement/ministeres-et-organismes/societe-plan-nord](http://quebec.ca/gouvernement/ministeres-et-organismes/societe-plan-nord).

# **SOCIÉTÉ DU PLAN NORD**

## **ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025**

### **DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX**

- 20** Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère : a) le nom de la personne; b) le poste occupé; c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant; d) l'assignation initiale et l'assignation actuelle; e) la date de l'assignation hors structure; f) la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu; g) les prévisions pour 2024-2025.

La Société du Plan Nord n'a pas de personnel hors structure.

# **SOCIÉTÉ DU PLAN NORD**

## **ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025**

### **DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX**

- 21 Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), en indiquant : a) le poste initial; b) le salaire; c) le poste actuel, s'il y a lieu; d) la date de la mise en disponibilité; e) les prévisions pour 2024-2025.**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

# **SOCIÉTÉ DU PLAN NORD**

## **ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025**

### **DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX**

- 22 Pour chaque ministère et organisme public (y compris les agences, sociétés, établissements, institutions, etc.), fournir pour 2023-2024, le nombre d'occasionnels mis à pied dont le ministère ou l'organisme a mis fin à l'emploi ou dont le contrat n'a pas été renouvelé, en précisant la ou les raisons et en ventilant : a) par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, personnel de soutien, fonctionnaires, etc.); b) par catégorie d'âge; c) prévisions pour 2024-2025.**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.



# **SOCIÉTÉ DU PLAN NORD**

## **ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025**

### **DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX**

- 23 Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres, en indiquant : a) le nom de la personne; b) le poste occupé et le nom de l'organisme; c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant; d) l'assignation initiale; e) l'assignation actuelle; f) la date de l'assignation hors structure; g) la date de la fin de l'assignation (s'il y a lieu).**

La Société du Plan Nord n'a pas de personnel affecté à d'autres organismes.

SOCIÉTÉ DU PLAN NORD

ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX

24 Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2023-2024, en précisant pour chaque abonnement : a) le coût de chacun; b) le fournisseur; c) la nature du service; d) s’il a été réalisé par le cabinet ministériel ou à sa demande. Ventiler le montant total par catégorie.

Liste des abonnements			
Type d'abonnement	a) Coût	b) Fournisseur	c) Nature du service
Annuel	25 155 \$	Cision	Revue de presse
Annuel	1 971 \$	Le Courrier Parlementaire	Revue de presse de l'actualité à l'Assemblée nationale
Annuel	4 070 \$	CNW Telbec	Diffusion de communiqués de presse
Annuel	1 944 \$	Wolter Kluwer	Abonnement

La sous-question d) ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.

Information au 29 février 2024

# **SOCIÉTÉ DU PLAN NORD**

## **ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025**

### **DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX**

- 25 Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, de billets de spectacles ou d'événements sportifs et culturels, les billets d'événements et de conférences organisées par les chambres de commerce, pour la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre.**

Aucune dépense encourue en 2023-2024.

# **SOCIÉTÉ DU PLAN NORD**

## **ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025**

### **DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX**

- 26 Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site : a) le nom du site Web; b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site; c) les coûts de construction du site; d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour; e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement); f) le nombre de (« hits ») par mois; g) nombre de visiteurs uniques mensuellement; h) les coûts liés à la réservation de noms de domaines; i) la fréquence moyenne de mise à jour; j) le responsable du contenu sur le site.**

La Société n'a plus de site Internet. Les données informationnelles de la Société du Plan Nord ont été migrées vers Québec.ca conformément à la Stratégie de transformation numérique gouvernementale et à la Stratégie d'optimisation des communications numériques et des présences Web gouvernementales.

Information au 29 février 2024

# SOCIÉTÉ DU PLAN NORD

## ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025

### DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX

- 27 Pour 2023-2024, les dépenses effectuées par ministère pour les tournées, les visites ou rencontres ministérielles et sous ministérielles dans les régions du Québec, en précisant : a) les régions et les villes visitées; b) les personnes et organismes rencontrés; c) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants; d) les raisons du déplacement; e) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour; f) les coûts ventilés; g) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.

Les visites et les rencontres du président-directeur général dans les régions du Québec :

a) Lieu	d) e) Raison du déplacement et date	Frais transport	Frais taxi	Hébergement	Stationnement	Repas
Sept-Îles	Conseil d'administration de la SFPPN Date : 24 au 25 mai 2023	1 182 \$		149 \$	48 \$	9 \$
Kuuujuaq	Rencontres PAN 23-28 Date : 23 au 25 août 2023	4 693 \$		520 \$		114 \$
Schefferville, Matimekush Lac-John, Kawawachikamach, Québec	Rencontres PAN 23-28 Date 28 et 29 août 2023	2 533 \$	34 \$	193 \$		205 \$
Schefferville, Matimekush-Lac John, Kawawachika-mach, Fermont	Conseil d'administration Société du Plan Nord Date : 14 au 16 septembre 2023	2 775 \$	37 \$			
Kuuujuaq	Inauguration Centre Isuarsivik Date : 18 au 21 septembre 2023	898 \$		705 \$		138 \$

a) Lieu	d) e) Raison du déplacement et date	Frais transport	Frais taxi	Hébergement	Stationnement	Repas
Fermont	Annonce sur le logement Date : 5 au 6 novembre 2023	1 346 \$		166 \$	52 \$	35 \$
Baie-Comeau	Annonce MAPAQ - projets PAN 15 au 16 novembre 2023			154 \$		102 \$
Baie-Comeau	Lancement du PAN 23-28 à Baie-Comeau Date : 17 au 20 décembre 2023	24 \$		385 \$		113 \$

Les sous-questions b) c) g) ne semblent pas pertinentes à l'étude des crédits.

Information au 29 février 2024

# **SOCIÉTÉ DU PLAN NORD**

## **ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025**

### **DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX**

- 28 La liste exhaustive de tous les mandats et dossiers et de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres pour 2023-2024 : a) le détail des mandats; a) le coût (déplacements, etc.); c) le nombre de ressources affectées; d) le nombre de rencontres; e) le nombre d'ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre; f) l'objet; g) les dates.**

Cette question ne concerne pas la Société du Plan Nord.

Information au 29 février 2024

## **SOCIÉTÉ DU PLAN NORD**

### **ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025**

#### **DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX**

- 29 Liste des entités administratives créées, fusionnées, scindées ou abolies sous la responsabilité du ministère en précisant les coûts de transition et les coûts de formation.**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

Information au 29 février 2024



## **SOCIÉTÉ DU PLAN NORD**

### **ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025**

#### **DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX**

- 30 Le détail des crédits périmés et reportés pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l'année financière 2023-2024 et les prévisions pour 2024-2025.**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

## **SOCIÉTÉ DU PLAN NORD**

### **ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025**

#### **DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX**

- 31 L'inventaire complet des services tarifés que le ministère et les organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2024-2025.**

L'information concernant la Politique de financement des services publics sera présentée au Rapport annuel 2023-2024 des ministères et organismes.

## **SOCIÉTÉ DU PLAN NORD**

### **ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025**

#### **DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX**

- 32 Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement demandé par le Secrétariat du Conseil du trésor pour 2023-2024 et prévisions pour 2024-2025.**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

# **SOCIÉTÉ DU PLAN NORD**

## **ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025**

### **DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX**

- 33 Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2023-2024, ainsi que les prévisions pour 2024-2025 et 2025-2026, en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chaque programme, entente ou autre, les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.**

La Société du Plan Nord n'a reçu aucune somme en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement en 2023-2024.

# **SOCIÉTÉ DU PLAN NORD**

## **ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025**

### **DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX**

- 34 Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2023-2024, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), le montant total des primes au rendement et des bonis.**

La Société du Plan Nord n'a versé aucune prime au rendement ou boni en 2023-2024.

## **SOCIÉTÉ DU PLAN NORD**

### **ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025**

#### **DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX**

- 35 Pour chaque cabinet ministériel, fournir pour l'année financière 2023-2024 le montant total des primes au rendement et des bonis versés au personnel de cabinet.**

Cette question ne concerne pas la Société du Plan Nord.

# **SOCIÉTÉ DU PLAN NORD**

## **ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025**

### **DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX**

- 36 Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2023-2024, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour bris de contrat.**

La Société du Plan Nord n'a pas versé de montant à titre d'indemnité de départ pendant l'année 2023-2024.

Information au 29 février 2024

## **SOCIÉTÉ DU PLAN NORD**

### **ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025**

#### **DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX**

- 37 Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année financière 2023-2024 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire.**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.



# **SOCIÉTÉ DU PLAN NORD**

## **ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025**

### **DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX**

- 38 La liste exhaustive des programmes ministériels existants à la fin de l'année financière 2023-2024 et qui n'ont pas été reconduits intégralement en 2024-2025. Pour chacun de ces programmes existants en 2023-2024, donner le coût de reconduction intégral et la dépense prévue aux crédits 2024-2025, en incluant les programmes qui ont été abolis et pour lesquels la dépense sera nulle.**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

# **SOCIÉTÉ DU PLAN NORD**

## **ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025**

### **DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX**

- 39 Indiquer les nouvelles initiatives ou toute majoration apportée à un programme existant, les montants en cause ainsi que les mesures prises pour dégager les sommes nécessaires à leur financement.**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

# **SOCIÉTÉ DU PLAN NORD**

## **ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025**

### **DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX**

**40 Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres) : a) la dépense totale (opération et capital); b) les grands dossiers en cours; c) le nombre d'employés attitrés aux dossiers informatiques; d) préciser le nombre en équivalent ETC et comparaison entre le nombre de ressources internes et externes dans le domaine des TI; e) le nombre de consultants externes attitrés aux dossiers informatiques.**

a) Selon sa programmation des ressources informationnelles, la dépense totale prévue de la Société du Plan Nord en 2023-2024 s'élève à 1 380 000 \$.

b) Les informations sont disponibles au tableau de bord ([tableaudebordprojetsri.gouv.qc.ca](http://tableaudebordprojetsri.gouv.qc.ca)).

c) Cette question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.

d) et e) Les réponses à ces questions seront transmises par le ministère de la Cybersécurité et du Numérique pour tous les ministères et organismes.

## **SOCIÉTÉ DU PLAN NORD**

### **ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025**

#### **DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX**

- 41 Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2023-2024 le taux d'absentéisme en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

# **SOCIÉTÉ DU PLAN NORD**

## **ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025**

### **DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX**

**42 Pour chaque ministère et organisme public incluant les cabinets ministériels et membres du conseil des ministres, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle en vertu de la Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations, ventilé par association, ordre ou corporation professionnelle en indiquant : a) la dépense totale relative au paiement des cotisations; b) la liste des associations, ordres ou corporations professionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour cotisation; c) le nombre d'employés ayant bénéficié du paiement des cotisations.**

a) La dépense totale relative au paiement des cotisations est de 3 155 \$.

b) Les associations, ordres ou corporations professionnelles pour lesquels un paiement maximal de 800 \$ a été effectué sont :

- l'Ordre des ingénieurs du Québec
- l'Ordre des comptables professionnels agréés du Québec

c) 5 employés ont bénéficié d'un remboursement de cotisations.

En conformité avec la Directive sur les conditions de travail du personnel de bureau, personnel technique, professionnels, avocats et ingénieurs de la Société du Plan Nord.

Information au 29 février 2024

# SOCIÉTÉ DU PLAN NORD

## ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025

### DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX

- 43 Pour tout sondage ou enquête d'opinion réalisés par le ministère ou l'organisme, indiquer : a) la date; b) la nature; c) les questions posées; d) les réponses; e) la firme retenue; f) les coûts.**

La Société du Plan Nord a réalisé 2 sondages du 1er avril 2023 au 29 février 2024 :

Firme retenue : Segma recherche

Coût : 5 938 \$

Firme retenue : Énergie Mobilisation

Coût : 15 650 \$

Les sous-questions a), b), c) et d) ne semblent pas pertinentes à l'exercice de l'étude des crédits.

# **SOCIÉTÉ DU PLAN NORD**

## **ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025**

### **DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX**

- 44 Tout montant dépensé par le ministère ou l'organisme en 2023-2024 visant à compenser les émissions de gaz à effet de serre produites dans le cadre des activités du ministère ou de l'organisme.**

La Société du Plan Nord a dépensé 65 \$ pour compenser les émissions de gaz à effet de serre produits par la tenue d'une rencontre de l'Assemblée des partenaires à Chibougamau en septembre 2023.

Information au 29 février 2024

# **SOCIÉTÉ DU PLAN NORD**

## **ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025**

### **DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX**

- 45 Au sujet du transfert d'emplois gouvernementaux en région : a) fournir tout scénario et étude réalisée par le ministère ou l'organisme ainsi que toute action réalisée en 2023-2024; b) nombre d'emplois gouvernementaux au sein du ministère ou de l'organisme qui ont été transféré en région en 2023-2024 en précisant la région d'origine et la région de destination; c) nombre d'emplois transférés en région depuis le 1er octobre 2018.**

L'information fournie en réponse à cette question est diffusée à l'adresse suivante : [quebec.ca/gouvernement/politiques-orientations/regionalisation](https://quebec.ca/gouvernement/politiques-orientations/regionalisation).



# **SOCIÉTÉ DU PLAN NORD**

## **ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025**

### **DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX**

- 46 Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : g) Plan d'action à l'égard des personnes handicapées 2021-2024.**

Aucune somme n'est prévue pour le Plan d'action à l'égard des personnes handicapées 2023-2024.

Le Plan d'action 2023-2026 est disponible sur sur les pages Web de la Société du Plan Nord : [quebec.ca/gouvernement/ministeres-et-organismes/societe-plan-nord](http://quebec.ca/gouvernement/ministeres-et-organismes/societe-plan-nord).

# **SOCIÉTÉ DU PLAN NORD**

## **ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025**

### **DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX**

- 47 Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : m) Plan d'action de développement durable 2023-2028.**

Pour l'année 2023-2024, la Société du Plan Nord n'a pas investi de sommes dans les actions de son Plan d'action de développement durable 2023-2028. Aucune action de ce plan ne nécessitait d'investissement au cours de la période visée. La Société du Plan Nord a opté pour une nouvelle approche faisant du développement durable une partie intégrante de l'ensemble de ses planifications, par conséquent le Plan d'action de développement durable 2023-2028 évolue au même rythme que les planifications d'où proviennent les actions qui le constituent.

Le Plan d'action de développement durable 2023-2028 est disponible sur les pages Web de la Société du Plan Nord dans Québec.ca : [cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/adm/org/spn/Publications/Plans\\_action/PADD-SPN-2023-2028\\_.pdf](https://cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/adm/org/spn/Publications/Plans_action/PADD-SPN-2023-2028_.pdf)

# **SOCIÉTÉ DU PLAN NORD**

## **ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025**

### **DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX**

- 48 Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : a) Rapport de la Commission spéciale sur les droits des enfants et de la protection de la jeunesse.**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

# **SOCIÉTÉ DU PLAN NORD**

## **ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025**

### **DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX**

- 49 Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de : III) tout autre plan d'action ministériel ou interministériel pour lequel le ministère ou l'organisme est impliqué.**

L'information concernant tout autre plan d'action ministériel ou interministériel se retrouve notamment au Rapport annuel de gestion ainsi qu'aux Plans annuels de gestion des dépenses des ministères et des organismes.

# **SOCIÉTÉ DU PLAN NORD**

## **ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025**

### **DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX**

- 50 Au sujet des mesures de télétravail ou de travail à distance, en 2023-2024, au sein du ministère ou de l'organisme : a) nombre total d'employés au sein du ministère ou de l'organisme; b) nombre d'employés au total en ayant bénéficié; c) nombre d'employés en bénéficiant toujours au 31 mars 2024; d) la proportion de l'effectif total du ministère ou de l'organisme en ayant bénéficié; e) nombre d'employés en bénéficiant : 1 jour par semaine; 2 jours par semaine; 3 jours par semaine; 4 jours par semaine; 5 jours par semaine.**

Depuis le 4 avril 2022, l'exercice du télétravail dans la fonction publique québécoise est encadré par la Politique-cadre en matière de télétravail qui peut être consultée à l'adresse suivante : [cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/adm/min/secretariat-du-conseil-du-tresor/publications-adm/politique-](https://cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/adm/min/secretariat-du-conseil-du-tresor/publications-adm/politique-)

Le télétravail à la Société du Plan Nord n'est pas encadré par la politique-cadre en matière de télétravail, car la Société n'est pas assujettie à la Loi sur la fonction publique.

Information au 29 février 2024

# **SOCIÉTÉ DU PLAN NORD**

## **ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025**

### **DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX**

**51 Sommes dépensées par le ministère ou l'organisme en 2023-2024 en matière de remboursement aux employés pour l'achat de matériel requis pour le télétravail.**

La Société du Plan Nord a procédé au remboursement de 6 030 \$ auprès de ses employés pour l'achat de matériel permettant d'améliorer l'ergonomie requise pour le télétravail.

Information au 29 février 2024

# **SOCIÉTÉ DU PLAN NORD**

## **ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025**

### **DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX**

**52 Concernant toute mesure de soutien aux employés en matière de santé mentale, au sein du ministère ou de l'organisme en 2023-2024 : a) les sommes dépensées; b) les sommes dépensées spécifiquement en ressources externes en la matière.**

a) Aucune somme n'a été engagée en matière de santé mentale. Des activités de sensibilisation ont été réalisées à l'interne au sein des différentes unités.

b) Aucune somme en ressources externes n'a été dépensée.

Les informations relatives aux contrats octroyés à des firmes externes sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : seao.ca ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.

Information au 29 février 2024

## **SOCIÉTÉ DU PLAN NORD**

### **ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025**

#### **DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX**

- 53 Pour tout contrat accordé par le ministère ou l'organisme en 2023-2024 ou ayant cours en 2023-2024 auprès d'une firme de consultation : a) la firme retenue b) la copie du contrat; c) la date de fin prévue du contrat; d) valeur prévue du contrat; e) sommes dépensées à ce jour.**

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : seao.ca, ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.



# **SOCIÉTÉ DU PLAN NORD**

## **ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025**

### **DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX**

- 54 Liste des CT réunions en indiquant qui a fait la demande (cabinet, sous-ministre, ministère), la liste des personnes présentes, les coûts et le nom des fournisseurs.**

Cette question ne concerne pas la Société du Plan Nord.

Information au 29 février 2024

# **SOCIÉTÉ DU PLAN NORD**

## **ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025**

### **DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX**

- 55 Liste de toutes les formations (incluant les formations continues et celles menant à l'obtention d'une certification ou d'un diplôme), conférences, ateliers, journées d'activités, activités de développement, sommets, congrès ou autres activités auxquelles ont participé les employés du ministère et des organismes qui en relèvent au cours de l'année 2023-2024. Indiquer : a) le lieu; b) le coût; c) la ou les dates de participation; d) le nombre de participants; e) le nom de la personne ou de l'organisme ayant offert l'activité; f) le nom de la formation ou de l'activité.**

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur les pages Web de la Société en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphes 22 et 23) : [quebec.ca.quebec.ca/gouvernement/ministeres-et-organismes/societe-plan-nord](http://quebec.ca.quebec.ca/gouvernement/ministeres-et-organismes/societe-plan-nord).

# **SOCIÉTÉ DU PLAN NORD**

## **ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025**

### **DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX**

- 56 Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2023-2024 : a) la liste de tous les concours et tirages réalisés; b) les prix remis aux gagnants des concours et des tirages, ainsi que la valeur de ces prix; c) l'objectif visé par la tenue de chacun des concours; d) la liste des concours qui ont pris fin.**

La Société du Plan Nord ne réalise pas de concours ou de tirages destinés à la clientèle externe (citoyen, entreprise, etc.).

# **SOCIÉTÉ DU PLAN NORD**

## **ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025**

### **DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX**

**57 Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer pour 2023-2024: a) le nombre d'employés et le nom des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques; b) le montant dépensé par la direction, département ou division des communications et/ou affaires publiques; c) le nombre et le détail des rencontres des employés affectés aux communications et/ou affaires publiques avec d'autres instances ou organismes publics, ventilés par instance ou organisme; d) le montant total des sommes investies en veille médiatique en 2023-2024 au sein de la direction des communications. Fournir le nom du ou des fournisseurs de services et le détail des factures payées.**

a) Quatre employés sont affectés aux communications et/ou affaires publiques : M. Julien Martel, M. Eric Duchesneau, Mmes Maryse Quimper et Laurie Richard.

b) Le montant dépensé par la direction des communications est : 437 105 \$

c) Cette question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.

d) Le montant total des sommes investies en veille médiatique en 2023-2024 au sein de la direction des communications : Se référer à la question 24 des demandes de renseignements généraux.

# **SOCIÉTÉ DU PLAN NORD**

## **ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025**

### **DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX**

**58 Pour le ministère et chacun de ses organismes, agences ou autres relevant du ministère, veuillez nous indiquer : a) le nombre d'incidents de sécurité de l'information; b) le type d'incidents; c) les sommes dépensées en gestion des incidents.**

En ce qui a trait à l'information recherchée, nous vous informons que ces renseignements sont confidentiels au sens de l'article 28.1 de la Loi sur l'accès.

# **SOCIÉTÉ DU PLAN NORD**

## **ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025**

### **DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX**

**59 Veuillez indiquer les montants qui ont été alloués à la rémunération des stages a) nombre de stagiaires reçus; b) heures de stages effectuées; c) rémunération totale déboursée.**

a) Nombre de stagiaires reçus : aucun.

b) Cette question ne semble pas pertinente à l'étude des crédits.

c) Rémunération totale déboursée : 0 \$.

Information au 29 février 2024

# SOCIÉTÉ DU PLAN NORD

## ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025

### DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX

**60 Fournir les dépenses allouées à la consultation avec des Autochtones : a) fournir la liste des projets du ministère ayant inclus une consultation des représentants autochtones.**

Description		Coût total	Participants
Voyage à : Date : But du voyage : Liste des projets :	Montréal 6 septembre 2023 Consultation des représentants du gouvernement de la Nation Crie sur le projet de Plan d'action nordique 23-28	Patrick Beauchesne : 316 \$  Martin Vachon : 339 \$	Patrick Beauchesne, PDG Julie Simone Hébert, directrice des programmes et des relations territoriales. Martin Vachon, coordonnateur du Pôle d'expertise en développement durable.
Voyage à : Date : But du voyage : Liste des projets :	Schefferville 28 et 29 août 2023 Rencontre avec la nation Naskapis de Kawawachikamach (consultation PAN 23-28)	Patrick Beauchesne : 2 971 \$  Ian Morissette : 2 849 \$	Patrick Beauchesne, PDG Ian Morissette, vice-président au développement durable et aux partenariats en territoire nordique
Voyage à : Date : But du voyage : Liste des projets :	Kuujuuaq 23 au 25 août 2023 Rencontre avec l'Administration régionale Kativik et Société Makivik (consultation PAN 23-28)	Patrick Beauchesne : 5 340 \$  Ian Morissette : 4 930 \$	Patrick Beauchesne, PDG Ian Morissette, vice-président au développement durable et aux partenariats en territoire nordique
Information au 29 février 2024			

## **SOCIÉTÉ DU PLAN NORD**

### **ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025**

#### **DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX**

**61 Proportion du nombre et de la valeur des contrats conclus de gré à gré, depuis 5 ans.**

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : [seao.ca](http://seao.ca), ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.



## **SOCIÉTÉ DU PLAN NORD**

### **ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025**

#### **DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX**

**62 Indiquer la valeur des contrats totaux en sous-traitance ainsi que la proportion du travail effectué par des sous-traitants.**

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : [seao.ca](http://seao.ca) ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.

## **SOCIÉTÉ DU PLAN NORD**

### **ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025**

#### **DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX**

**63 Indiquer le montant des dépenses supplémentaires entraînées par la pandémie de Covid-19.**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.

## **SOCIÉTÉ DU PLAN NORD**

### **ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025**

#### **DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX**

**64 Indiquer les dépenses encourues en vue de l'implantation du nouveau régime de dotation découlant de l'adoption du projet de loi 60 de la 42e législature.**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

# **SOCIÉTÉ DU PLAN NORD**

## **ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025**

### **DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX**

**65 Indiquer le montant des amendes perçues en vertu de l'application des lois dont votre ministère est responsable de l'application. Ventiler par loi et articles, depuis 5 ans.**

La Société du Plan Nord ne perçoit pas d'amende en vertu de l'application d'une loi.

## **SOCIÉTÉ DU PLAN NORD**

### **ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025**

#### **DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX**

**66 Indiquer le nombre et la valeur monétaire des contrats octroyés à des firmes-conseils; fournir lesdits contrats le cas échéant.**

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : [seao.ca](http://seao.ca) ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.

## **SOCIÉTÉ DU PLAN NORD**

### **ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025**

#### **DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX**

**67 Indiquer la valeur totale des services tarifés, et ventiler par catégorie.**

L'information concernant la Politique de financement des services publics sera présentée au Rapport annuel 2023-2024 des ministères et organismes.

## **SOCIÉTÉ DU PLAN NORD**

### **ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025**

#### **DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX**

**68 Indiquer la valeur des actifs possédés; meubles et immeubles.**

La réponse à cette question sera transmise par la Société québécoise des infrastructures.

La Société du Plan Nord n'a pas d'immeuble dans ses actifs possédés.

Information au 29 février 2024

## **SOCIÉTÉ DU PLAN NORD**

### **ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025**

#### **DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX**

**69** Indiquer les coûts de système estimés depuis 5 ans.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.



# **SOCIÉTÉ DU PLAN NORD**

## **ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025**

### **DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX**

#### **70 Total des sommes versées à titre de dommages exemplaires ou punitifs pour l'ensemble des jugements rendus.**

L'information recherchée est disponible sur le site Internet de la Société québécoise d'information juridique à l'adresse suivante: [soquij.qc.ca/a/fr](http://soquij.qc.ca/a/fr).

# **SOCIÉTÉ DU PLAN NORD**

## **ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025**

### **DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX**

- 71 Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2023-2024 et qui ont fait l'objet d'une autorisation du sous-ministre, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics, en indiquant : a) le nombre d'autorisations; b) le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi; c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi; d) le montant accordé; e) les motifs de la demande.**

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : [seao.ca](http://seao.ca).

# **SOCIÉTÉ DU PLAN NORD**

## **ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025**

### **DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX**

- 72 Nombre de demandes d'accès à l'information par ministère et organisme en 2023-2024 : a) le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information; b) le nombre de refus (avec mention de la raison ou de l'article); c) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours; d) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours.**

L'information concernant les demandes d'accès à l'information sera présentée au Rapport annuel 2023-2024 de la Société du Plan Nord.

# **SOCIÉTÉ DU PLAN NORD**

## **ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025**

### **DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX**

- 73 Pour 2023-2024, le nombre de cadres et de dirigeants de la fonction publique, incluant les sous-ministres, à qui les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche ne leur soit assignée. Pour chaque personne : a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions; b) fournir la liste des salaires versés.**

Il n'y a pas de cadre, de dirigeant ou de sous-ministre qui reçoit une rémunération sans exercer de fonction.

# SOCIÉTÉ DU PLAN NORD

## ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025

### DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX

- 74 La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires versés à ces personnes.

Aucun honoraire n'a été versé relativement à ces comités.

Nom du comité	Brève description du mandat	Liste des membres	Ministère ou organisme responsable
Groupe de travail sur l'affectation prioritaire de 30 % du territoire du Plan Nord à la protection de l'environnement, à la sauvegarde de la biodiversité et à la mise en valeur de divers types de développement (GT30%)	Proposer au gouvernement du Québec un mécanisme d'affectation prioritaire de 30 % du territoire du Plan Nord dédié à la protection de l'environnement, à la sauvegarde de la biodiversité et à la mise en valeur de divers types de développement.	Composé de représentants du ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs, du ministère des Ressources naturelles et des Forêts, du Secrétariat aux relations avec les Premières Nations et les Inuit, de la Société du Plan Nord, de représentants des nations crie, innue, inuite et naskapie ainsi que de représentants de l'Institut nordique du Québec (Université Laval), de l'Association minière du Québec, de l'Association de l'exploration minière du Québec, du Conseil de l'industrie forestière du Québec, du Gouvernement régional Eeyou Istchee Baie-James, d'Hydro-Québec et des régions du Saguenay–Lac-Saint-Jean et de la Côte-Nord.	MELCCFP et SPN

Nom du comité	Brève description du mandat	Liste des membres	Ministère ou organisme responsable
Comité directeur sur la diversité biologique	Faciliter la collaboration, la concertation et la participation interministérielle lors de la réalisation de projets relatifs à la biodiversité qui répondent à des enjeux communs ou transversaux.	Composé de représentants du ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs, du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, du ministère des Ressources naturelles et des Forêts, du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, du ministère des Relations internationales et de la Francophonie, du ministère de l'Éducation, du ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie, du ministère du Conseil exécutif, du Secrétariat aux relations avec les Premières Nations et les Inuit, de la Société du Plan Nord, du ministère des Transports et de la Mobilité durable et du ministère du Tourisme.	<b>MELCCFP</b>
Réseau des responsables des Unités de relations canadiennes	Veiller au maintien de l'intégrité des institutions démocratiques du Québec en s'appuyant sur le respect des compétences des ordres de gouvernement au Canada.	Composé de représentants de la Société du Plan Nord, du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, du ministère du Conseil exécutif, du ministère des Finances, du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, de la Société d'habitation du Québec, du ministère de la Justice, du ministère des Relations internationales et de la Francophonie, du ministère des Transports et de la Mobilité durable, du Secrétariat du Conseil du trésor, du ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration, du ministère de l'Éducation, du ministère de la Sécurité publique, du ministère de l'Enseignement supérieur et du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale.	<b>SQRC</b>

Nom du comité	Brève description du mandat	Liste des membres	Ministère ou organisme responsable
Sous-comité de l'Organisation de la sécurité civile du Québec (OSCQ) sur le Plan d'action national élargi - phase 2	Accompagner la Politique québécoise de sécurité civile 2014-2024 - Plan d'action national - phase 2 (2020-2024).	Composé de représentants du ministère de l'Éducation, d'Hydro-Québec, de la Société d'habitation du Québec, de la Société du Plan Nord, de la Société québécoise des infrastructures, du ministère de l'Enseignement, du ministère de la Famille, du ministère du Tourisme, du ministère de la Culture et des Communications, du ministère de la Cybersécurité et du Numérique, du ministère de la Sécurité publique, du ministère des Transports et de la Mobilité durable, du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, du ministère du Conseil exécutif, du ministère des Ressources naturelles et des Forêts, du ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs, du ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie, du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, du Secrétariat du Conseil du trésor, du ministère de l'Immigration de la Francisation et de l'Intégration, du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale, de la Sureté du Québec, de la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail, de la Régie du bâtiment du Québec, de l'Office des personnes handicapées du Québec, de la Société des traversiers du Québec et de Services Québec.	OSCQ

Nom du comité	Brève description du mandat	Liste des membres	Ministère ou organisme responsable
Comité interministériel - Promouvoir et adapter les instruments de soutien au développement des chaînes de valeur de minéraux critiques et stratégiques (MCS)	<p>Le mandat de ce comité dans le cadre du PQVMCS se décline en deux volets :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- promouvoir les instruments de soutien au développement des chaînes de valeur des MCS du gouvernement;</li> <li>- adapter à la réalité régionale, le cas échéant, lesdits instruments (ex. : bonification de crédits d'impôt, programmes, etc.) afin de favoriser la transformation en région.</li> </ul>	Composé de représentants du ministère des Ressources naturelles et des Forêts, de la Société du Plan Nord, d'Investissement Québec et du ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie.	<b>SPN</b>
Comité directeur interministériel - Projet de réfection de la route Billy-Diamond	Comité directeur du projet de la phase I de la réfection de la route Billy-Diamond afin d'assurer le respect de la portée, du budget et de l'échéancier du projet.	Composé de représentants de la Société du Plan Nord, du ministère des Ressources naturelles et des Forêts, du Secrétariat du Conseil du trésor, du ministère des Transports et de la Mobilité durable, de la Société de développement de la Baie-James et du ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs.	<b>MRNF</b>
Comité directeur - Complexe immobilier de l'Institut nordique du Québec	Comité directeur du projet de construction du complexe immobilier de l'Institut nordique du Québec, sur le site de l'Université Laval à Québec, afin d'assurer le respect de la portée, du budget et de l'échéancier du projet.	Composé de représentants de la Société du Plan Nord, du ministère de l'Enseignement supérieur, de la Société québécoise des infrastructures, de l'Université Laval et de l'Institut nordique du Québec.	<b>Université Laval</b>



Nom du comité	Brève description du mandat	Liste des membres	Ministère ou organisme responsable
Council of Project Partners (Isuarsivik)	Comité directeur du projet de construction du nouveau Centre de rétablissement Isuarsivik, situé à Kuujjuaq, afin d'assurer le respect de la portée, du budget et de l'échéancier du projet.	Composé de représentants de la Société du Plan Nord, du Secrétariat aux relations avec les Premières Nations et les Inuit, de la Société Makivik, de l'Administration régionale de Kativik, de la Régie régionale de la santé et des services sociaux du Nunavik et du Centre de rétablissement d'Isuarsivik.	<b>Isuarsivik</b>
Comité interministériel de développement durable	Appuyer le ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs dans l'élaboration et la mise en œuvre de la Stratégie gouvernementale de développement durable.	Composé des sous-ministres et dirigeants des ministères et organismes du gouvernement assujettis à la <i>Loi sur le développement durable</i> .	<b>MELCCFP</b>

Nom du comité	Brève description du mandat	Liste des membres	Ministère ou organisme responsable
Comité interministériel de mise en œuvre du Plan d'action nordique	Assurer l'élaboration et la réalisation des actions inscrites au PAN et répondre aux enjeux liés à celles-ci.	Composé de représentants du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, de Bibliothèque et Archives nationales du Québec, du Conseil des arts et des lettres du Québec, du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, du ministère de la Culture et des Communications, du ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie, du ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs, du ministère de l'Éducation, du ministère des Ressources naturelles et des Forêts, du ministère de l'Enseignement supérieur, du ministère de la Famille, du ministère de la Justice, du ministère des Relations internationales et de la Francophonie, du ministère de la Sécurité publique, du ministère de la Santé et des Services sociaux, du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale, du ministère du Tourisme, du ministère des Transports et de la Mobilité durable, du Secrétariat aux relations avec les Premières Nations et les Inuit, de la Société d'habitation du Québec, de RECYC-QUÉBEC, de la Société de développement de la Baie-James, du Secrétariat du Conseil du trésor et du ministère des Finances.	<b>SPN</b>
Comité de mise en oeuvre de La Grande Alliance	Coordonner la réalisation des études de faisabilité et de préfaisabilité visées par La Grande Alliance.	Composé de représentants du ministère du Conseil exécutif, de la Société du Plan Nord, de la Société de développement de la Baie-James, du ministère des Ressources naturelles et des Forêts, du ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs, du ministère des Transports et de la Mobilité durable, du Secrétariat aux relations avec les Premières Nations et les Inuit et du Grand Conseil des Cris.	<b>MCE</b>

Nom du comité	Brève description du mandat	Liste des membres	Ministère ou organisme responsable
Comité mines MRNF-SPN	Coordonner les actions dans le domaine minier entre les deux organisations en fonction de leurs responsabilités respectives.	Composé de représentants de la Société du Plan Nord et du ministère des Ressources naturelles et des Forêts.	<b>MRNF</b>
Comité interministériel de la recherche et de l'innovation	Coordonner l'action des ministères et des organismes en matière de recherche et d'innovation.	Composé de représentants de la Société du Plan Nord, du ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie, du ministère des Ressources naturelles et des Forêts, du ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs, du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, de la Société d'habitation du Québec, du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, du ministère des Finances, du ministère de la Santé et des Services sociaux, du Curateur public, du ministère de la Famille, du ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration, du ministère des Relations internationales et de la Francophonie, du ministère de la Justice, du Secrétariat du Conseil du trésor, du ministère du Conseil exécutif, du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale, du ministère de l'Enseignement supérieur, du ministère des Transports et de la Mobilité durable, du ministère de la Sécurité publique et du ministère du Tourisme.	<b>MEIE</b>
Comité de suivi lac Cambrien	Assurer le suivi des engagements de l'Entente particulière pour la conservation du lac Cambrien/lac Nachicapau/Fort Mackenzie.	Composé de représentants de la Société du Plan Nord, de l'Administration régionale Kativik, de la Société Makivik, d'Hydro-Québec, du ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs, du ministère des Ressources naturelles et des Forêts, du Secrétariat aux relations avec les Premières Nations et les Inuit et de la Nation naskapie de Kawawachikamach.	<b>Nation naskapie de Kawawachikamach</b>

Nom du comité	Brève description du mandat	Liste des membres	Ministère ou organisme responsable
Comité de gouvernance interministériel du Plan québécois de valorisation des minéraux critiques et stratégiques 2020-2025	Assurer le suivi de la mise en oeuvre des mesures contenues dans le Plan québécois de valorisation des minéraux critiques et stratégiques 2020-2025.	Composé de représentants de la Société du Plan Nord, du ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie, du ministère des Ressources naturelles et des Forêts, du ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs et d'Investissement Québec.	<b>MRNF</b>
Comité de promotion du secteur minier	Planification et réalisation d'actions de promotion du secteur minier auprès d'investisseurs internationaux.	Composé de représentants de la Société du Plan Nord, du ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie, du ministère des Ressources naturelles et des Forêts, du ministère des Relations internationales et de la Francophonie et d'Investissement Québec.	<b>MRNF</b>
Comité de coordination de l'Entente bilatérale intégrée - Volet des infrastructures de collectivités rurales et nordiques	Assurer le suivi de l'Entente bilatérale intégrée pour la priorisation des projets à soumettre et leur suivi.	Composé de représentants de la Société du Plan Nord, du ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie, du ministère des Ressources naturelles et des Forêts et du Secrétariat aux relations avec les Premières Nations et les Inuit.	<b>MEIE</b>
Comité interministériel de haut niveau sur l'exemplarité gouvernementale en construction bois	Regrouper les ministères et organismes qui sont gestionnaires de projets, donneurs d'ouvrages, subventionnaires, ou autres, concernés par la construction de bâtiments ou d'infrastructures de génie civil, afin de veiller à ce que le gouvernement donne l'exemple quant à l'utilisation du bois dans la construction et coordonne les actions engagées à cette fin.	Composé de représentants de la Société du Plan Nord, du ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs, du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, de la Société d'habitation du Québec, du ministère des Ressources naturelles et des Forêts, du ministère de la Santé et des Services sociaux, du ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie, du ministère de l'Enseignement supérieur, du ministère des Finances, du Secrétariat du Conseil du trésor et du ministère des Transports et de la Mobilité durable.	<b>MRNF</b>

Nom du comité	Brève description du mandat	Liste des membres	Ministère ou organisme responsable
Conférences administratives régionales (CAR) de la Côte-Nord, du Saguenay-Lac-Saint-Jean et du Nord-du-Québec	Chaque CAR a pour mandat de favoriser la concertation entre les ministères et les organismes ou entreprises du gouvernement et la cohérence de leurs actions à l'échelle de la région, particulièrement en matière d'occupation et de vitalité des territoires (OVT).	La CAR est composée d'une personne responsable par région de tous les ministères et organismes assujettis à la <i>Loi pour assurer l'occupation et la vitalité des territoires (LAOVT)</i> et d'organismes gouvernementaux de développement régional, notamment.	<b>MAMH</b>
Conseils régionaux des partenaires du marché du travail de la Côte-Nord (CRPMT)	Les CRPMT définissent la problématique du marché du travail dans leur région et identifient des stratégies et des objectifs régionaux en matière de main-d'œuvre et d'emploi.	Composé de représentants de Services Québec, du ministère de l'Éducation, du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, de la MRC de la Côte-Nord, de la Société du Plan Nord, du ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration, du ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie, du ministère de l'Éducation, du ministère de l'Enseignement supérieur, de l'Université du Québec à Chicoutimi, de l'Université du Québec à Rimouski, du Centre de formation professionnelle de Baie-Comeau, du Centre de formation générale des adultes et de formation professionnelle A.W. Gagné, du Centre de services scolaires du Fer, du Cégep de Baie-Comeau, du Centre de services scolaires de l'Estuaire, du Cégep de Sept-Îles, du Conseil central Côte-Nord, du SEMO de la Côte-Nord, de la Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec, de la Chambre de commerce et d'industrie de Manicouagan, de la Chambre de commerce de Sept-Îles, de l'Atelier Laforge, du Développement économique Sept-Îles, de l'Autobus du Fer, de la MRC de la Minganie, du Conseil des Innus de Ekuanitshit et de la Commission de la construction du Québec.	<b>Services Québec</b>

Nom du comité	Brève description du mandat	Liste des membres	Ministère ou organisme responsable
Conseils régionaux des partenaires du marché du travail du Nord-du-Québec (CRPMT)	Les CRPMT définissent la problématique du marché du travail dans leur région et identifient des stratégies et des objectifs régionaux en matière de main-d'œuvre et d'emploi.	Composés de représentants du ministère de l'Éducation, du ministère de l'Enseignement supérieur, de Chantiers de Chibougamau, du Centre de formation professionnelle de la Baie-James, de Services Québec, de la Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec, de la Commission de la construction du Québec, du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, de la Société du Plan Nord, du ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration, du ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie, du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale, du Centre d'amitié Eenou de Chibougamau, de l'Administration régionale Kativik, de l'Administration régionale Baie-James, du Centre de services scolaires de la Baie-James, du Centre d'études collégiales à Chibougamau, du Cégep de Saint-Félicien, du SMO Nord-du-Québec, de Barrette-Chapais, du Centre régional de santé et de services sociaux de la Baie-James, de Solutions Techniques AM, de Tourisme Baie-James et d'Hydrau-Mécanic.	<b>Service Québec</b>

Nom du comité	Brève description du mandat	Liste des membres	Ministère ou organisme responsable
Table interministérielle en amélioration continue	Partager des bonnes pratiques en amélioration continue et dans les domaines apparentés par une communauté regroupant des professionnels du secteur public québécois.	Assemblée nationale du Québec, Centre d'acquisitions gouvernementales, CHU de Québec, CIUSSS de la Capitale-Nationale, Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité au travail, Directeur des poursuites criminelles et pénales, Élections Québec, Financière agricole du Québec, ministère des Finances, ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, ministère du Conseil exécutif, ministère de la Cybersécurité et du Numérique, ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie, ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs, ministère de l'Éducation, ministère de la Famille, ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration, ministère de la Justice, ministère des Ressources naturelles et des Forêts, ministère de la Sécurité publique, ministère de la Santé et des Services sociaux, ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale, ministère des Transports et de la Mobilité durable, Office québécois de la langue française, Régie d'assurance maladie du Québec, Régie du bâtiment du Québec, Retraite Québec, Société d'assurance automobile du Québec, Secrétariat du Conseil du trésor, Société du Plan Nord, Société québécoise des infrastructures, Vérificateur général du Québec	<b>Assemblée nationale du Québec, MTMDQ, MRNF, SAAQ</b>

Nom du comité	Brève description du mandat	Liste des membres	Ministère ou organisme responsable
Comité interministériel sur les aires protégées d'initiative autochtone	Appuyer le MELCCFP dans le développement du statut d'aire protégée d'initiatives autochtones (APIA) créé en vertu de la Loi sur la conservation du patrimoine naturel (LCPN), et plus particulièrement dans l'élaboration du guide définissant ce statut.	Composé des représentants de la Société du Plan Nord, du ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs, du ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie, du ministère des Ressources naturelles et des Forêts, du ministère du Tourisme, du ministère de la Culture et des Communications et du Secrétariat aux relations avec les Premières Nations et les Inuit	<b>MELCCFP</b>
Comité interministériel sur l'aire protégée d'utilisation durable	Appuyer le MELCCFP dans la réalisation des mandats relatifs à la Loi sur la conservation du patrimoine naturel (LCPN) portant sur le statut d'aire protégée d'utilisation durable (APUD).	Composé des représentants de la Société du Plan Nord, du ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs, du ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie, du ministère des Ressources naturelles et des Forêts, du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec, du Secrétariat aux relations avec les Premières Nations et les Inuit et d'Hydro-Québec	<b>MELCCFP</b>



Nom du comité	Brève description du mandat	Liste des membres	Ministère ou organisme responsable
Comité directeur - Défi Décarbonation	Le comité directeur s'assure des grandes orientations du Défi Décarbonation.	Composé de représentants de la Société du Plan Nord, du Fonds de recherche du Québec, du ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie, du ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs, du ministère des Transports et de la Mobilité durable, du ministère de l'Enseignement supérieur, du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, du ministère des Ressources naturelles et des Forêts, du ministère des Transports de l'Ontario, du Secrétariat du Conseil du trésor, du ministère des Relations internationales et de la Francophonie et du Conseil interprofessionnel du Québec.	<b>MELCCFP</b>
Comité opérationnel - Défi Décarbonisation	Le mandat du comité opérationnel consiste à proposer des orientations stratégiques au comité directeur, à établir les besoins, à valider des propositions auprès du comité directeur, à consulter les parties prenantes, à co-construire des projets et des initiatives structurants, à assurer le suivi des activités et à identifier les pistes d'activités à prévoir aux prochaines étapes.	Composé de représentants de la Société du Plan Nord, du Fonds de recherche du Québec, du ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie, du ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs, du ministère des Transports et de la Mobilité durable, du ministère de l'Enseignement supérieur et du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation.	<b>MELCCFP</b>
Comité utilisateur des services en technologies de l'information et des communications (CUSTIC)	Rencontres d'informations et d'échanges des utilisateurs des services technologiques du ministère de la Cybersécurité et du Numérique (MCN).	Composé de représentants des ministères et organismes dont les services informationnels sont impartis au MCN.	<b>MCN</b>

Nom du comité	Brève description du mandat	Liste des membres	Ministère ou organisme responsable
Forum des gestionnaires en technologie de l'information (TI)	Ce forum vise l'échange et le réseautage des gestionnaires TI. Il offre également de l'information sur des projets en cours.	Composé des gestionnaires TI des ministères et organismes.	<b>SCT</b>
Communauté Expérience Client (CX)	Cette communauté est animée par le Centre québécois d'expertise numérique et permet l'échange de bonnes pratiques et d'expérience en termes de priorisation de l'expérience citoyen et employé dans la transformation numérique gouvernementale	Composé des conseillers en expérience client de tous les ministères et organismes.	<b>MCN</b>
Comité Synergie Ambassadeurs	Ce comité est animé par le MCN et permet de partager les bonnes pratiques en technologie de l'information et Microsoft 365 et d'alimenter les ambassadeurs numériques dans leur rôle d'accompagnement et de champions du changement envers leurs collègues.	Tous les ambassadeurs de la Société du Plan Nord sont membres et tous les ambassadeurs des ministères et organismes dont les services en RI sont impartis en plan complet au MCN.	<b>MCN</b>

Nom du comité	Brève description du mandat	Liste des membres	Ministère ou organisme responsable
Groupe de travail sur la gestion intégrée des documents dans M365	Ce comité vise le partage de bonnes pratiques en matière de gestion documentaire par l'entremise d'Office 365. Il est composé d'archivistes et de spécialistes de la gestion documentaire.	Composé de représentants de Retraite Québec, de Bibliothèque et Archives nationales du Québec, du Carrefour de l'information et du Savoir, de l'École nationale de police du Québec, du Centre de services scolaire des Grandes-Seigneuries (Rive-Sud de Montréal), du Conseil du statut de la femme, du ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie, de la Place des Arts, de la Régie de l'assurance maladie du Québec, de la Société de développement des entreprises culturelles, de la Société du Plan Nord, de la Sûreté du Québec et du Tribunal administratif du travail.	<b>BANQ</b>
Réseau des répondants en éthique	Le Réseau des répondants vise à soutenir l'action des personnes intervenant en éthique dans leur ministère ou organisme respectif pour développer une compréhension et une vision communes de l'éthique, en favoriser le déploiement dans l'administration publique et y maintenir une culture empreinte d'éthique.	Toutes les personnes nommées répondantes en éthique pour leur ministère ou organisme respectif.	<b>SCT</b>
Table d'architecture gouvernementale	Cette table dédiée aux technologies de l'information rassemble les architectes d'affaires et d'entreprises gouvernementaux dans une optique de réseautage et d'échange de bonnes pratiques.	Tous les architectes d'affaires et d'entreprises des ministères et organismes	<b>MCN</b>

Nom du comité	Brève description du mandat	Liste des membres	Ministère ou organisme responsable
Équipe de réponse aux incidents de sécurité de l'information de l'administration québécoise (CERT/AQ)	Les rencontres du CERTAQ visent à améliorer les connaissances en matière de cybersécurité et transmettre des informations critiques sur la vigie effectuée par cette équipe.	S'adresse aux coordonnateurs organisationnels des mesures de sécurité de l'information (COMSI) de tous les ministères et organismes.	<b>CERTAQ</b>
Transformation numérique gouvernementale	Le comité rassemble des professionnels impliqués dans la transformation numérique de leur ministère ou organisme pour un échange d'informations et de bonnes pratiques	Tous les professionnels dédiés à la transformation numérique.	<b>MCN</b>

Information au 29 février 2024

# **SOCIÉTÉ DU PLAN NORD**

## **ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025**

### **DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX**

#### **NR32 Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par : d) le Fonds du Plan Nord**

Le Fonds d'initiatives nordiques a accordé un total de 3,6 M\$ pour 33 nouveaux projets en 2023-2024.

Le Programme de développement de serres communautaires a accepté 6 nouveaux projets pour un montant accordé de 1,6 M\$.

Le Programme de formation de la main-d'œuvre en milieu nordique a accordé un montant totalisant 110 895 \$ à 2 nouveaux projets en 2023-2024.

L'Enveloppe d'opportunité a accordé des sommes supplémentaires totalisant 887 924 \$ en 2023-2024 pour 2 projets en cours de réalisation.

Information au 29 février 2024

# **SOCIÉTÉ DU PLAN NORD**

## **ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025**

### **DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX**

**NR41 Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de la mesure : m) Plan d'action en occupation et en vitalité des territoires 2020-2022 (prolongé jusqu'en 2024).**

La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation pour tous les ministères et organismes.

L'information concernant le plan d'action gouvernemental de contribution à l'occupation et à la vitalité des territoires 2018-2022 sera présentée au Rapport annuel 2023-2024 des ministères et organismes assujettis à la Loi pour assurer l'occupation et la vitalité des territoires.

# **SOCIÉTÉ DU PLAN NORD**

## **ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025**

### **DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX**

**NR72 Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de : oo) Plan québécois pour la valorisation des minéraux critiques et stratégiques 2020-2025**

La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Ressources naturelles et des Forêts pour tous les ministères et organismes.

# **SOCIÉTÉ DU PLAN NORD**

## **ÉTUDE DES CRÉDITS 2024-2025**

### **DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION ADRESSÉES À TOUS LES MINISTÈRES ET ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX**

**NR81 Pour chaque mesure sous la responsabilité du ministère ou de l'organisme contenue dans les plans d'actions, les rapports, les politiques et stratégies suivantes, indiquer le budget prévu, les sommes investies en 2023-2024 et l'état d'avancement de : yy) Stratégie de transformation numérique gouvernementale 2019-2023.**

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Cybersécurité et du Numérique pour tous les ministères et organismes.